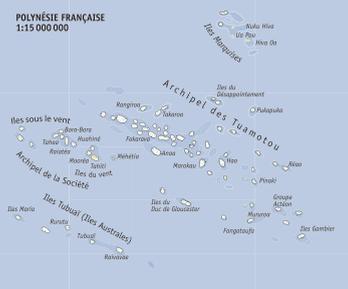




POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N° 142 - Statistiques au 31/03/2010

*Synthèse
de la conjoncture en
Polynésie française*

1 - Conjoncture internationale et nationale du 1^{er} trimestre 2010

Une reprise modérée à plusieurs vitesses

Au premier trimestre 2010, la reprise économique s'est poursuivie mais à des allures différentes, timidement dans beaucoup de pays avancés et vigoureusement dans la plupart des pays émergents. Les tensions inflationnistes mondiales sont restées faibles en raison d'importantes capacités de production inutilisées, tandis que les prix des matières premières continuent de progresser.

Les Etats-Unis continuent de s'inscrire sur une trajectoire de reprise. Le PIB en volume a progressé au premier trimestre de 3,2 %, après 5,6 % en rythme annualisé¹ au quatrième trimestre 2009. Le regain de la consommation finale des ménages a notamment permis de compenser les effets négatifs de la baisse des dépenses publiques et d'une moindre progression des exportations relativement aux importations. Les caractéristiques du marché de l'emploi montrent qu'il s'agirait d'une reprise sans emploi (taux de chômage toujours proche de 10 %, recours aux pratiques d'emplois à flux tendus, changements économiques structurels). Le taux d'inflation est de 2,3 % en glissement annuel en mars. La Réserve Fédérale a continué de maintenir ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, l'amélioration de la situation économique s'est poursuivie avec d'une part, la consolidation de la confiance des chefs d'entreprise et d'autre part, une reprise des exportations dans le secteur manufacturier. Les prix à la consommation ont de nouveau été en recul à -1,1 % en mars.

Au Royaume-Uni l'amélioration progressive de la situation économique s'est poursuivie avec une croissance du PIB en volume à 0,2 % en rythme trimestriel après 0,4 % au quatrième trimestre. L'inflation s'est de nouveau accélérée, s'établissant à 3,4 % en mars.

La zone euro enregistre une progression modérée de son PIB en volume à 0,2 % au premier trimestre après 0 % au quatrième trimestre 2009. La production industrielle poursuit sa reprise et progresse de 1,3 % en mars 2010 sur un mois et de 6,9 % sur un an. La hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à 1,5 % en avril 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix de l'énergie. Le taux de chômage dans l'UE27 s'est accru pour atteindre 9,6 % au premier trimestre après 9,4 % au dernier trimestre 2009. La BCE a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En France, le PIB décélère au premier trimestre à 0,1 % après 0,5 % au trimestre précédent. La consommation des ménages, stable sur le trimestre (0 % après 0,9 %), et la nouvelle diminution de l'investissement, ont contribué négativement à la croissance. A la différence du dernier trimestre 2009, la contribution du solde extérieur a été positive avec une accélération des exportations et une décélération des importations. La production a légèrement ralenti (0,2 % après 0,6 %) notamment du fait du fléchissement de la production de biens d'équipement. Le taux de chômage s'établit à 10,1 % au premier trimestre après 10 % au dernier trimestre 2009. L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en avril, lié principalement à une nouvelle hausse des prix de l'énergie.

La reprise dans la plupart des pays émergents a été relativement plus vigoureuse, du fait notamment d'un regain de leurs exportations plus important que prévu, conjugué au renforcement de leur demande intérieure. La Chine a enregistré une croissance de 11,9 %² soit la plus forte enregistrée depuis le dernier trimestre 2007. Dans les pays d'Amérique latine la production industrielle a progressé à des rythmes soutenus (18,4 % au Brésil, 11,0 % en Argentine), et les taux d'inflation sont restés élevés (9,7 % en Argentine, 5 % au Mexique).

¹ Soit en rythme trimestriel, 1,4 % au 4^e trimestre 2009 et 0,8 % au 1^{er} trimestre 2010.

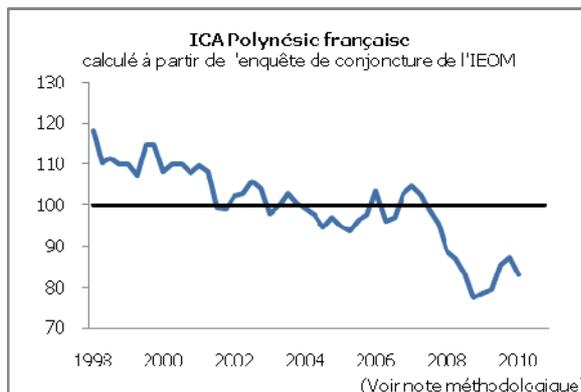
² Soit 2,85 % en rythme trimestriel.

2 - Conjoncture en Polynésie française au 1^{er} trimestre 2010

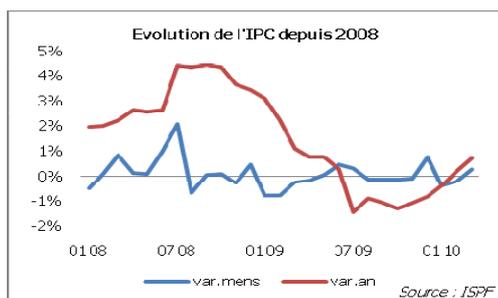
L'Indicateur de climat des affaires se dégrade à nouveau

Bien que se situant toujours très en deçà de sa moyenne de longue période, l'Indicateur de climat des affaires (ICA) avait amorcé un redressement à compter du deuxième trimestre 2009 qui ne s'est pas confirmé au premier trimestre 2010. Une nouvelle inflexion est en effet observée au début de l'année, les anticipations des chefs d'entreprises demeurant pessimistes quant à l'évolution du courant d'affaires. Dans ces conditions, les prévisions d'investissement sont en baisse d'autant plus que l'évolution défavorable des délais des paiements laisse craindre des tensions de trésorerie plus vives.

Pour le deuxième trimestre 2010, les anticipations des chefs d'entreprises interrogés ne changent guère par rapport au trimestre précédent. Leurs préoccupations principales demeurent le faible niveau d'activité et l'accumulation des retards de paiement, notamment de la part des services publics du pays, qui grèvent leur trésorerie. La priorité est désormais à la rationalisation de la gestion et à la recherche de gisements de productivité dans l'attente d'une plus grande visibilité sur les orientations économiques des pouvoirs publics, seule à même de restaurer la confiance des agents économiques et leur volonté d'investir et de consommer.



Tendance haussière de l'indice des prix à la consommation



L'indice des prix à la consommation (IPC) repart à la hausse au premier trimestre 2010, enregistrant +0,7% en glissement annuel en mars (-0,8% en décembre 2009), sous la pression des prix alimentaires (+1,7%).

En rythme mensuel, l'IPC augmente de 0,3%, dopé par les services (+0,9%), dont les transports (+1,3%)¹.

Le marché de l'emploi demeure déprimé

Après la pause observée en fin d'année 2009, l'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand s'est contracté sur les deux premiers mois de 2010 ; en février, il recule de 2,7% et certains secteurs comme le BTP (-6,2%), l'hôtellerie (-3,5%) ou l'industrie (-3,3%) sont très sensiblement affectés. D'après les dernières statistiques disponibles de la CPS, près de 2 300 emplois auraient été détruits entre novembre 2008 et novembre 2009.



La consommation des ménages s'essouffle

La consommation des ménages reste atone au premier trimestre 2010 : en témoignent le recul des importations de biens de consommation de 6% en glissement annuel et celui de l'encours des crédits à la consommation de 3% sur le trimestre en données cvs (-1% au quatrième trimestre 2009). La progression des ventes de véhicules neufs de 19% par rapport au dernier trimestre 2009 en données cvs est pour l'essentiel due à l'effet incitatif de la prime à la casse².

Les responsables du commerce se montrent peu optimistes quant à l'orientation de leur activité au premier trimestre 2010. Ils contiennent autant que possible les charges d'exploitation en ajustant à la baisse leurs effectifs et limitent le renouvellement de leurs stocks de marchandises qui demeurent en dessous de leur moyenne de longue période.

¹ Les vacances de Pâques, qui ont démarré début avril pour trois semaines, ont eu un effet inflationniste sur le prix des billets d'avion pour les destinations internationales.

² Ce dispositif, mis en place de novembre 2009 à fin avril 2010 pour soutenir le secteur automobile, consiste en l'allocation d'une prime pouvant aller jusqu'à 400 000 F CFP pour tout achat d'un véhicule neuf et partiellement financée par le Pays (de 100 000 à 200 000 F CFP).

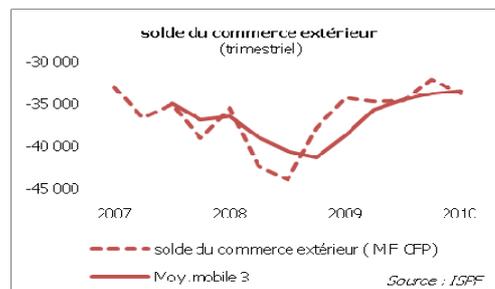
L'investissement est toujours soutenu par les ménages et les collectivités locales.

Comme au trimestre précédent, l'investissement reste soutenu comme l'illustrent les crédits à l'habitat des ménages (+4% en glissement annuel au premier trimestre 2010) et les crédits d'investissement des collectivités locales (+5%)¹. En outre, les dépenses d'investissement liquidées par la Polynésie française sont deux fois plus élevées que celles réalisées à la même période en 2009. A l'inverse, l'encours des crédits d'investissement des entreprises se contracte de 9%.

Toujours en attente de signes de reprise de l'activité économique et d'un climat de confiance plus propice, les chefs d'entreprises demeurent réservés quant à leurs intentions d'investissement à un an qui restent très inférieures à la moyenne de longue période. Le repli de 20% en glissement annuel des importations de biens d'équipement (hors importation d'un navire à grande vitesse²) au premier trimestre 2010 confirme cet attentisme.

Légère amélioration du solde du commerce extérieur

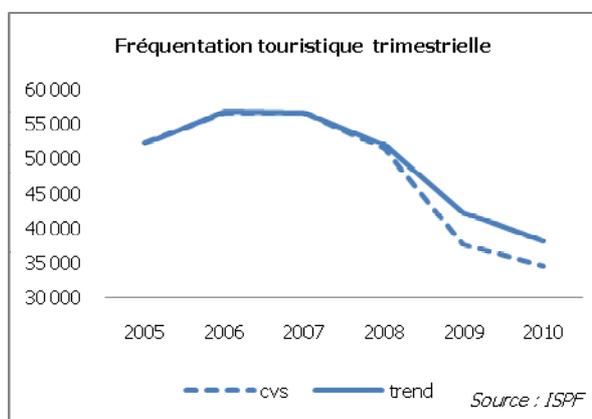
Au premier trimestre 2010, le solde du commerce extérieur s'établit à -33,7 milliards de F CFP contre -34,4 un an plus tôt³. Cette stabilité tient à la hausse conjointe des importations (+1,9%) et des exportations (+2,6%).



Une activité en berne dans la plupart des secteurs au premier trimestre 2010

Dans la continuité de l'année précédente, les trois premiers mois de 2010 apparaissent peu porteurs en termes d'activité pour les chefs d'entreprises. La maîtrise des charges d'exploitation demeure la priorité en l'absence de reprise économique, les charges de personnel constituant la variable d'ajustement. La trésorerie des entreprises reste obérée par la réduction des marges et les difficultés de recouvrement auprès de la clientèle. Enfin, les professionnels estiment qu'en raison du ralentissement observé dans le renouvellement des stocks de produits finis et de matières premières, ces derniers ne suffisent plus à satisfaire les besoins du marché.

Des difficultés persistantes dans le tourisme



Au premier trimestre 2010, le pessimisme reste de mise dans l'hôtellerie où la réduction des charges d'exploitation semble toujours impliquer des compressions de personnel. Par ailleurs, les stratégies de prix attractifs pour la clientèle continuent de peser sur la trésorerie des établissements.

Pour les hôtels adhérents du Conseil des Professionnels de l'Hôtellerie (CPH), l'activité s'est inscrite en repli au premier trimestre 2010. Le nombre de nuitées a diminué de 3,7% en glissement annuel et le taux moyen d'occupation des chambres a reculé de 1,2 point (38,2% contre 39,4% au premier trimestre 2009).

Alors que les premières estimations de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) sur la période janvier-février font apparaître une progression de 5% en glissement annuel des arrivées de touristes internationaux en Océanie, le trafic de passagers aériens internationaux vers la Polynésie française s'affiche en baisse de 8,4% en rythme annuel sur les trois premiers mois de l'année cumulés pour une réduction de 10% de l'offre de sièges. Quant à la fréquentation touristique, elle affiche une diminution de 11% en rythme annuel sur le trimestre. La croisière (-9%)⁴ et le tourisme terrestre (-11%) sont touchés par cette baisse qui concerne les principaux marchés émetteurs : Amérique du nord (-6%), France métropolitaine (-13%), Japon (-27%).

¹ Néanmoins, la progression annuelle ralentit par rapport aux trimestres précédents: pour les crédits à l'habitat des ménages (+6% au troisième trimestre 2009, puis +5% au suivant) et pour les crédits à l'investissement des collectivités locales (+18%, puis +22%).

² Importation du King Tamatoa pour une valeur de 2,1 milliards de F CFP pour assurer la ligne Papeete/iles-Sous-le-Vent.

³ Sur le trimestre, il se dégrade fortement (-32,1 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2009), en raison de la forte baisse des exportations de perles brutes (1,7 milliard de F CFP au premier trimestre 2010 contre 5,8 au précédent). Pour mémoire, la restauration de la taxation des perles à l'exportation au 1^{er} décembre 2009 avait incité les vendeurs à accélérer leurs exportations en novembre (2,8 milliards de F CFP, soit un tiers du total de l'année).

⁴ Le Star Flyer, d'une capacité de 85 cabines, a quitté la Polynésie française, fin février 2010.

Ralentissement dans l'industrie

Les responsables de l'industrie déplorent la faiblesse de leur courant d'affaires, mais semblent avoir retrouvé un niveau de charges d'exploitation satisfaisant au prix d'une politique de l'emploi restrictive. En revanche, leur situation de trésorerie semble toujours tendue en raison de la tendance baissière des prix et de l'allongement des délais de paiement. Quant à leurs stocks de matières premières et de produits finis, ils les estiment au dessus de leurs besoins.

Les exportations de monoï ont diminué de 4% en glissement annuel au premier trimestre 2010. Celles de produits agroalimentaires progressent fortement en volume (+74%¹), mais n'enregistrent qu'une hausse de +25% en valeur.

Le BTP demeure sans visibilité

Dans le BTP, l'activité est restée médiocre au premier trimestre 2010 et les entrepreneurs se plaignent du poids de leurs charges d'exploitation, en dépit des suppressions d'emplois opérées. Pour ce qui est du bâtiment, la conjoncture n'est guère plus satisfaisante ainsi que l'indique la production de crédits immobiliers par les banques de la place qui affiche un retrait d'un tiers en valeur par rapport au premier trimestre 2009. Faute de perspectives, les entreprises poursuivent le déstockage de matières premières.

La progression conséquente des dépenses liquidées par l'Aviation Civile (+78% en glissement annuel au premier trimestre 2010) et par la Direction de l'équipement (+58%)² soutient l'activité des entreprises de travaux publics et les quantités de ciment importées, qui augmentent de 10% en glissement annuel sur la période sous revue³. Néanmoins, cette progression ne suffit pas à restaurer la confiance dans ce secteur. Une importante société de travaux publics a d'ailleurs récemment annoncé le licenciement de près de 10% de ses effectifs.

La morosité perdue dans le commerce

Pour le commerce, les soldes d'opinions dénotent une certaine morosité, corroborée par l'état des stocks de marchandises jugés trop importants par les professionnels bien qu'en dessous de leur moyenne de longue période. En outre, les événements climatiques exceptionnels (cyclone et alerte au tsunami) du mois de février ont pesé sur l'activité, entraînant des jours de fermeture imprévus et par conséquent des pertes de chiffre d'affaires.

Les baisses de prix consenties n'auraient apparemment pas suffi à redynamiser la consommation. Début mai, le succès de l'ouverture de la boutique discount Tati est un événement qui illustre un peu plus le comportement des ménages, soucieux de préserver autant que possible leur pouvoir d'achat en privilégiant de plus en plus les articles à bas prix.

Dans le secteur primaire, quelques performances satisfaisantes pour la pêche

Pour le secteur primaire, le premier trimestre de l'année a été marqué par des conditions météorologiques extrêmement mauvaises. Début février, le passage du cyclone Oli a occasionné la perte de nombreuses récoltes (fruits et légumes) et des ruptures d'approvisionnement pour les consommateurs jusqu'au mois d'avril. La production de coprah en a également souffert et s'inscrit en baisse de 21% en glissement annuel sur les trois premiers mois de l'année.

Les résultats des activités exportatrices sont plutôt mitigés. Les volumes exportés de vanille progressent de 6% en glissement annuel et ceux de poissons sont quasiment multipliés par quatre. S'agissant des perles brutes, si les exportations en volume sont également en hausse sensible (+25%), les exportations en valeur enregistrent un nouveau recul (-1 %), le prix moyen au gramme se situant à nouveau en dessous de 500 F CFP le gramme (470 F CFP contre 593 au premier trimestre 2009, soit -21%).

Regain d'activité pour les services aux entreprises

D'après les résultats de l'enquête, les services aux entreprises auraient bénéficié d'un regain d'activité au premier trimestre qui leur aurait permis de procéder à des embauches. Néanmoins, la trésorerie des entreprises de ce secteur demeure grevée par la baisse des prix de vente et les retards de paiement de la clientèle.

¹ Croissance impulsée par l'exportation (+125% en volume) de la production d'huile de coprah brute stockée en 2009 par manque de transport adéquat.

² Dans le cadre du plan de relance adopté en mars 2009, figuraient des opérations relatives aux infrastructures. Dans les dépenses de l'équipement, la part de celles-ci comptent pour 62% du total au premier trimestre 2010 et doublent en valeur par rapport au premier trimestre 2009.

³ Cette hausse constatée dans les statistiques des douanes doit être nuancée ; en effet, les importations de ciment comptabilisées par le Port autonome de Papeete n'augmentent que de 2% sur la période.

Annexes statistiques

Note méthodologique

L'IEOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données **économiques quantitatives** issues de sources administratives (ISPF, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des **données monétaires** issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEOM ;
- les **résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEOM** réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", "stabilité" ou "dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Indicateur de climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composantes principales, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

1. Vue d'ensemble

<i>1.1 Les entreprises</i>	12
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	12
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois	13
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i>	15
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages	15
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages.....	15
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	15
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques</i>	17
1.3.1 L'emploi	17
1.3.2 Les prix	17
1.3.3 Les salaires.....	18
1.3.4 Le commerce extérieur	18
1.3.5 L'énergie	19

2. Analyse sectorielle

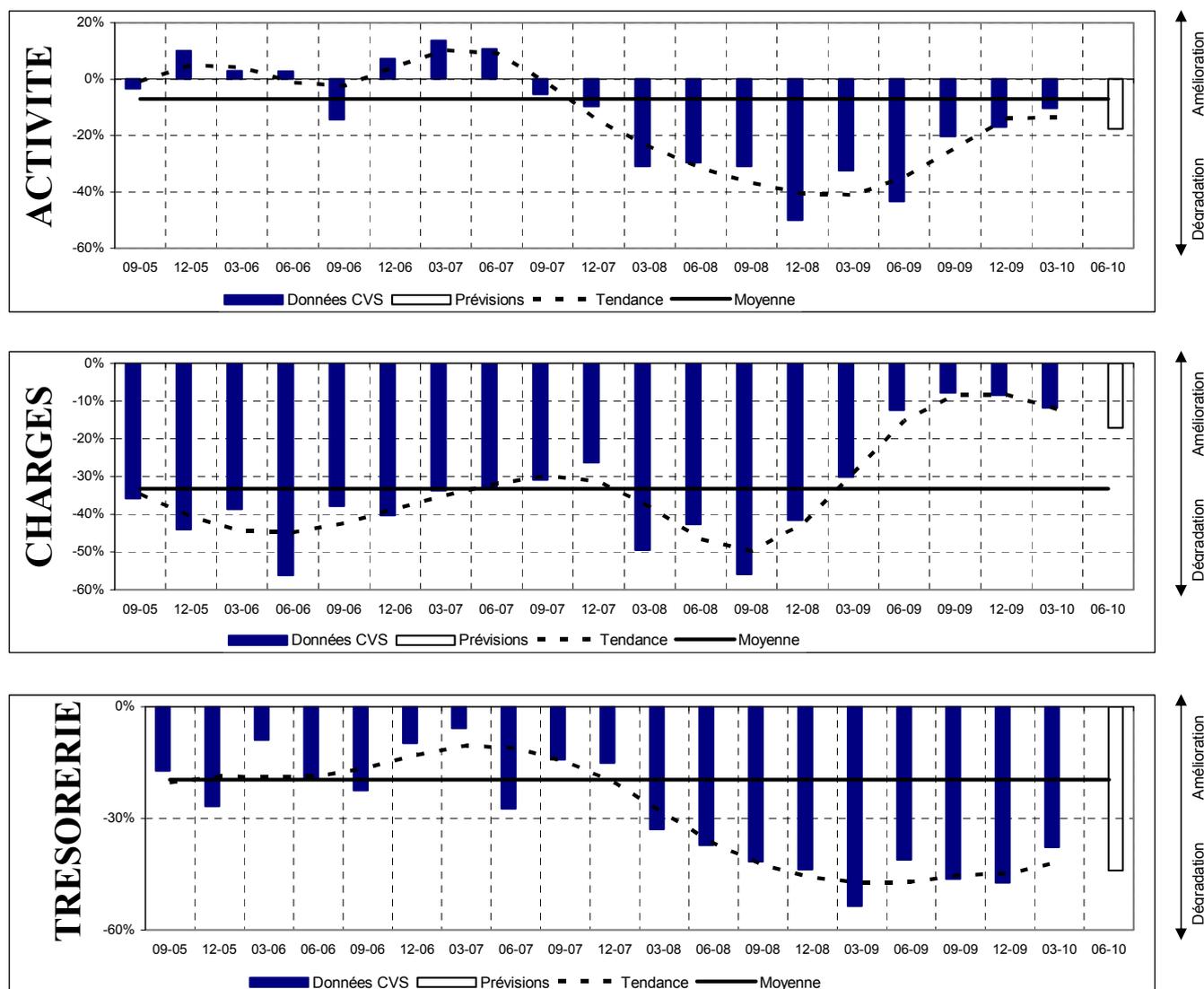
<i>2.1 Secteur primaire</i>	22
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i>	24
<i>2.3 Autres industries</i>	26
<i>2.4 Bâtiment et travaux publics</i>	28
<i>2.5 Commerce</i>	30
<i>2.6 Hôtellerie – Tourisme</i>	34
<i>2.7 Services marchands</i>	36

1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 mars 2010¹
Soldes d'opinions² CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 18,1 %³



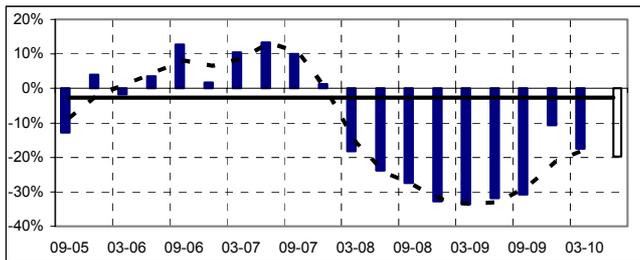
¹ L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 210 entreprises dont 123 ayant répondu.

² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigées des variations saisonnières.

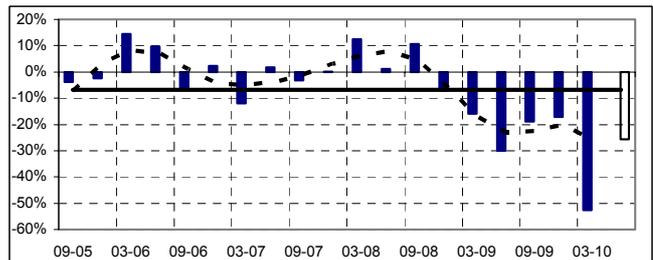
³ Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 30 septembre 2009.

1.1 Les entreprises

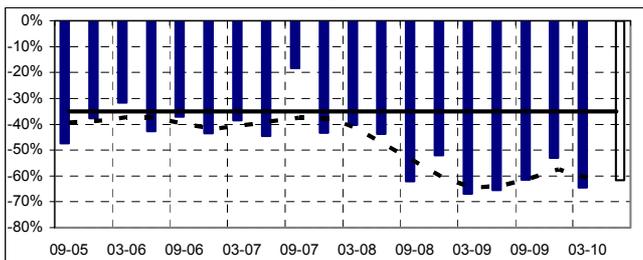
Effectifs



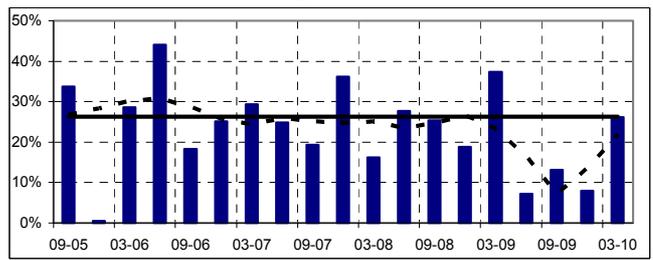
Prix



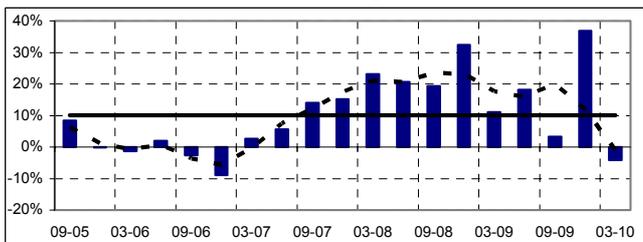
Délais de paiement



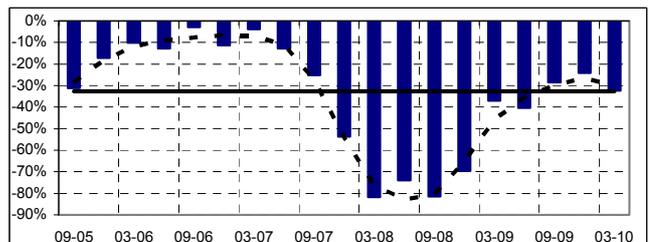
Stocks de produits finis



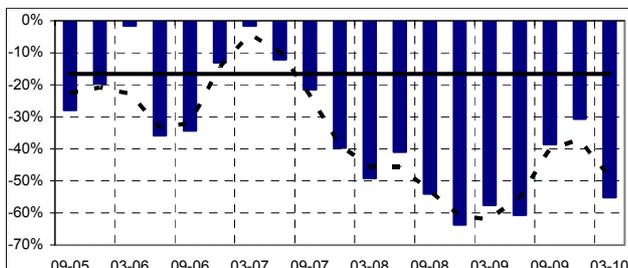
Stocks de matières premières



Carnet de commande



PREVISION D'INVESTISSEMENT



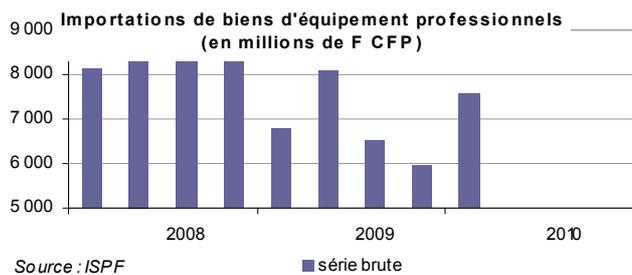
SITUATION DES STOCKS

Par rapport à la normale

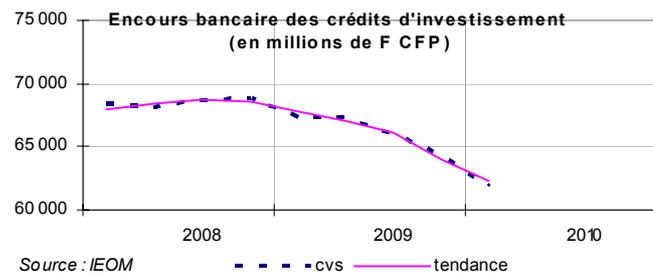
Produits finis	Matières premières
Supérieur	Normal
↗	↘

1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

Les biens d'équipement professionnels



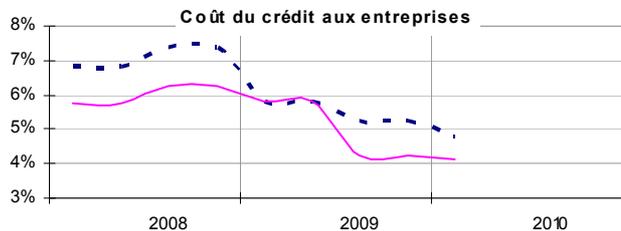
Le financement des investissements



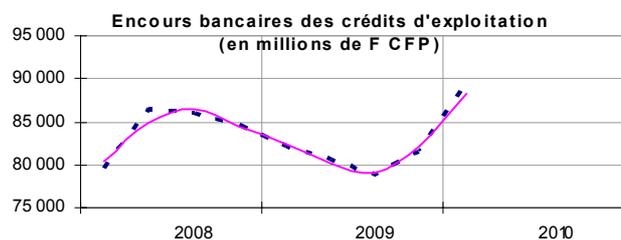
1.1 Les entreprises

1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

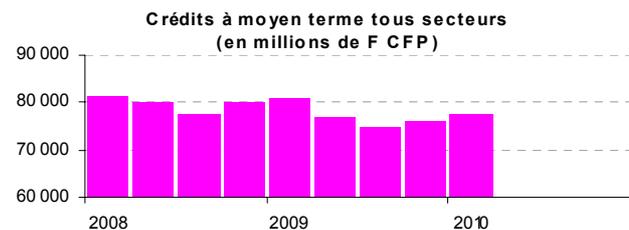
Les conditions de financement



Source : IEOM

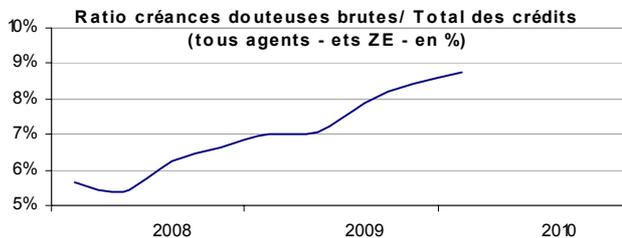


Source : IEOM

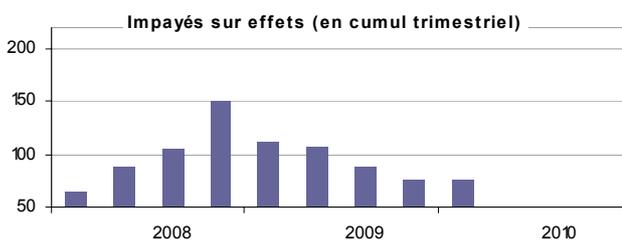


Source : IEOM - Service central des risques

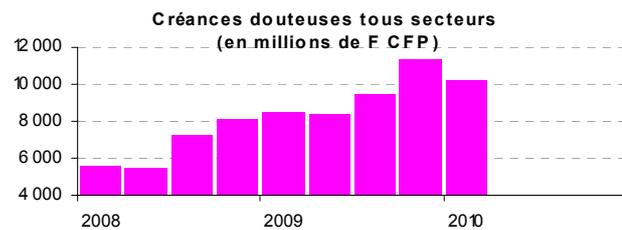
Les indicateurs de vulnérabilité



Source : IEOM



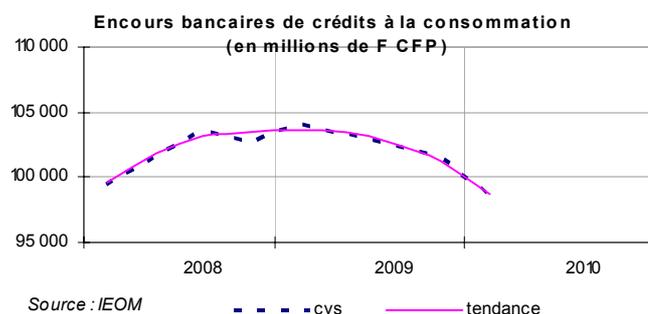
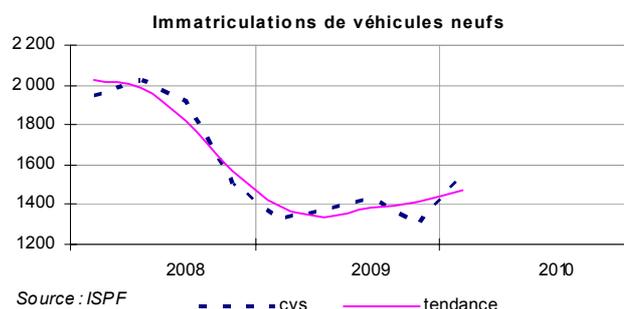
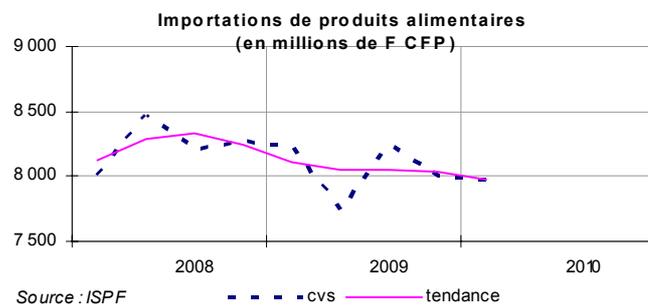
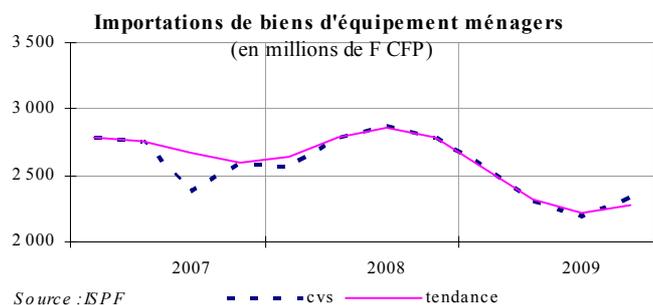
Source : ISPF



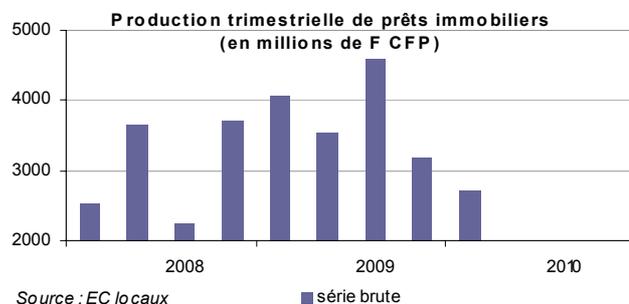
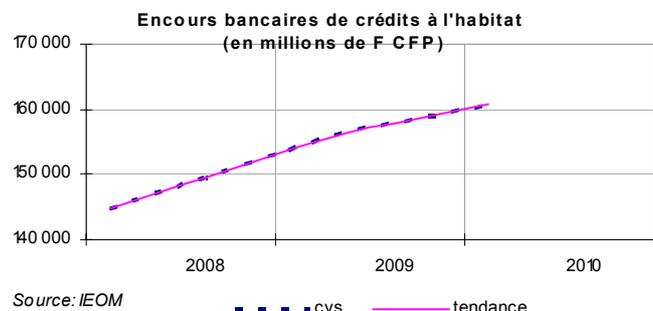
Source : IEOM - Service central des risques

1.2 Les ménages

1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages

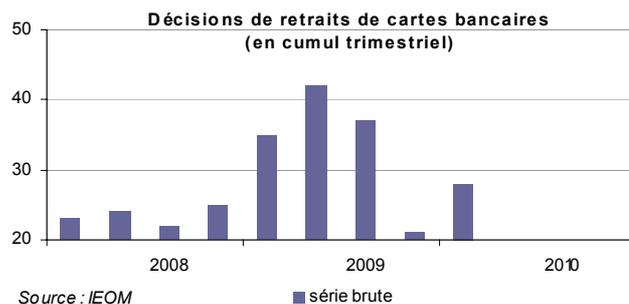
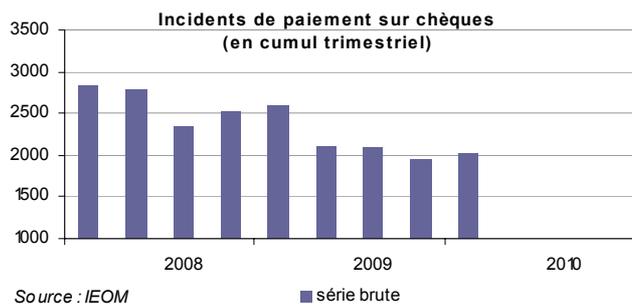


1.2.2 L'investissement immobilier des ménages

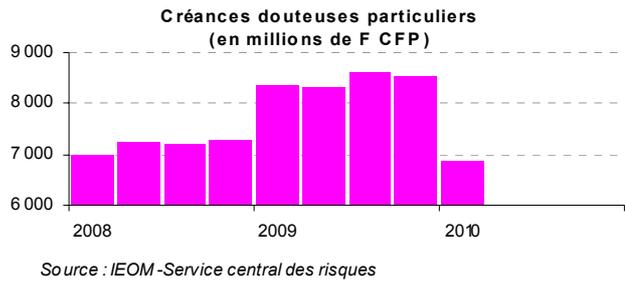
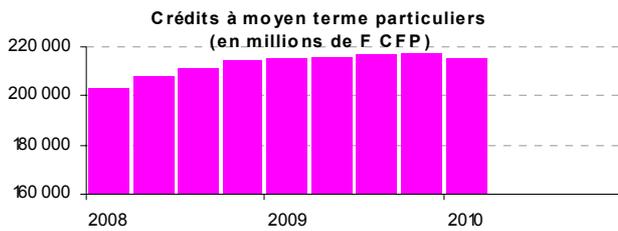
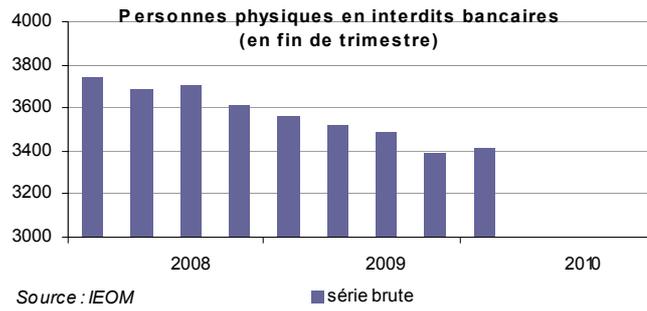


1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement

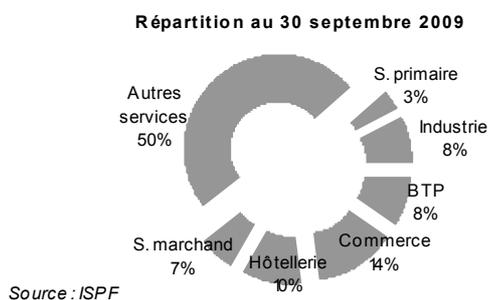
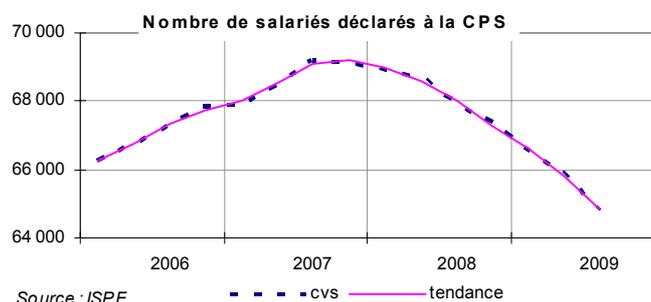


1.2 Les ménages



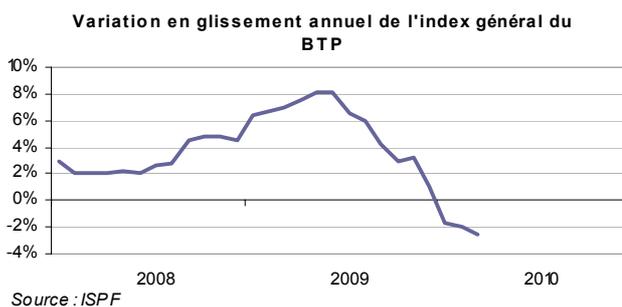
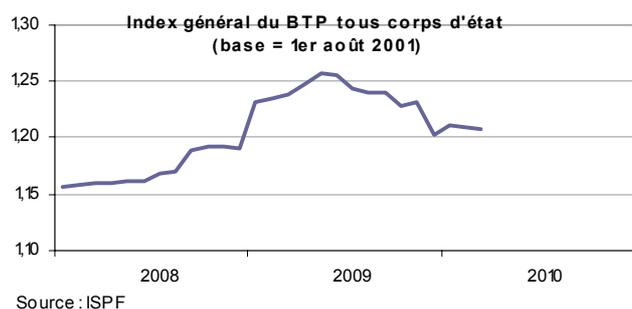
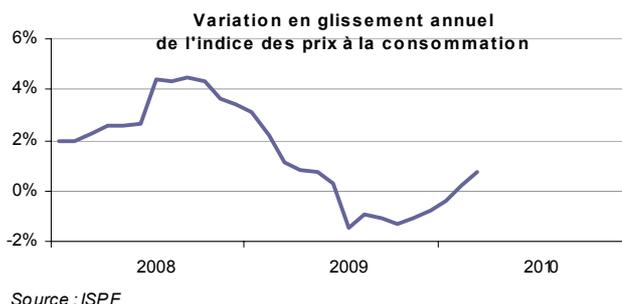
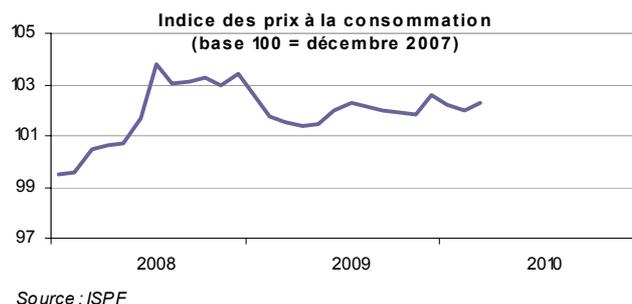
1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.1 L'emploi



EMPLOI (Source : CPS)	T3 08	T2 09	T3 09	Δ trim.	Δ en glisst annuel
Nombre de salariés déclarés à la CPS (fin de trimestre)	67 859	66 026	64 769	-1,9%	-4,6%

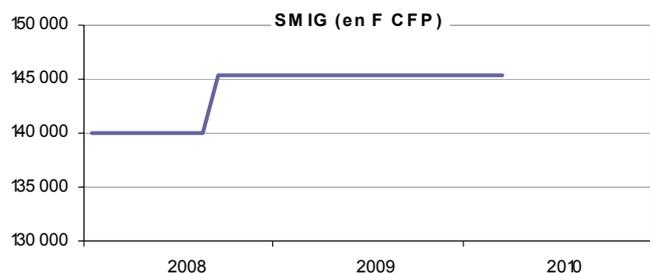
1.3.2 Les prix



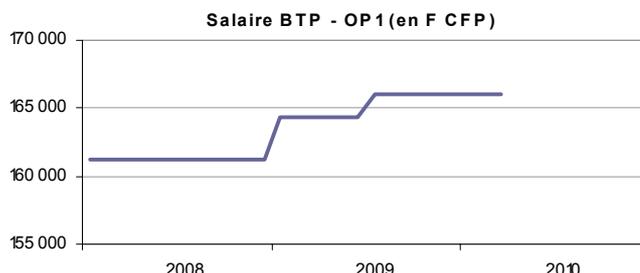
PRIX (Source : ISPF)	déc-08	juin-09	sept-09	déc-09	Δ trim.	Δ en glisst annuel
Indice des prix à la consommation (base 100 : décembre 2007)	103,43	101,95	102,01	102,59	0,6%	-0,8%

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.3 Les salaires



Source : Inspection du travail

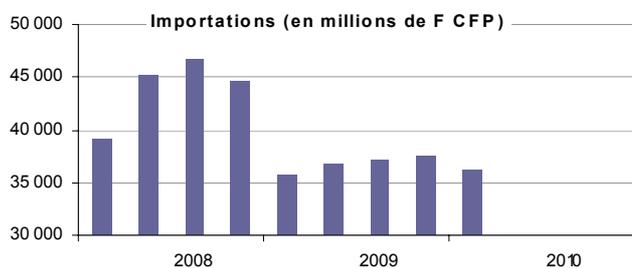


Source : Inspection du travail

SALAIRES MENSUELS BRUTS

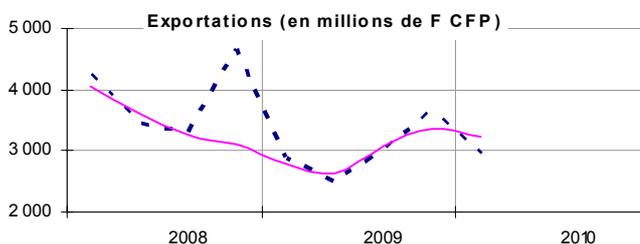
	mars-08	mars-09	mars-10	▲ en glisst annuel	
				2010/2009	2009/2008
Salaire minimum interprofessionnel garanti	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%
Salaires du BTP - OP 1	161 182	164 406	166 050	1,0%	2,0%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	140 000	145 306	145 306	0,0%	3,8%

1.3.4 Le commerce extérieur



Source : ISPF

■ série brute



Source : ISPF

■ cvs

— tendance

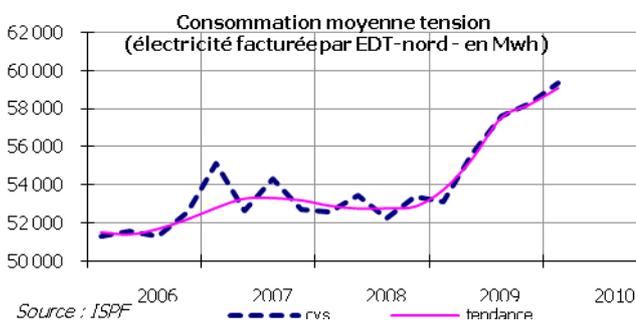
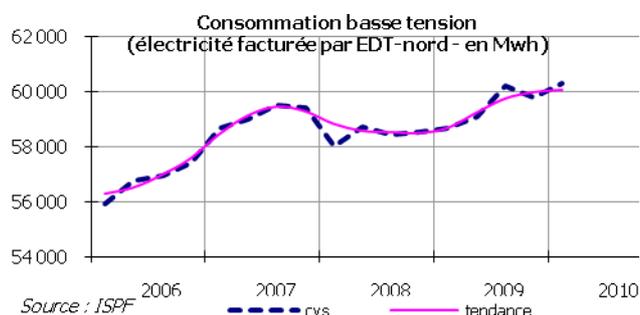
COMMERCE EXTERIEUR

(Source : ISPF)

	T1 09	T4 09	T1 10	Cumul 2010	▲ trim.	▲ en glisst annuel
Importations						
En valeur (en millions de F CFP)	35 654	37 503	36 326	36 326	-3,1%	1,9%
Exportations						
En valeur (en millions de F CFP)	2 512	5 448	2 577	2 577	-52,7%	2,6%
Taux de couverture	7,0%	14,5%	7,1%	7,1%	-	-

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.5 L'énergie



ENERGIE (Source : EDT-Nord)	T1 09	T4 09	T1 10	Cumul 2009	▲ trim.	▲ en glis s annuel
Electricité produite (en MWh)	140 080	146 645	147 185	293 830	0,4%	5,1%
Electricité consommée (en MWh)	113 387	120 804	120 880	241 684	0,1%	6,6%
Basse tension	60 259	59 321	61 717	121 038	4,0%	2,4%
Moyenne tension	53 128	61 483	59 163	120 646	-3,8%	11,4%

2. *Analyse sectorielle*

2.1 *Agriculture, pêche et perliculture*

2.2 *Industrie agroalimentaire*

2.3 *Autres industries*

2.4 *Bâtiment et travaux publics*

2.5 *Commerce*

2.6 *Hôtellerie – Tourisme*

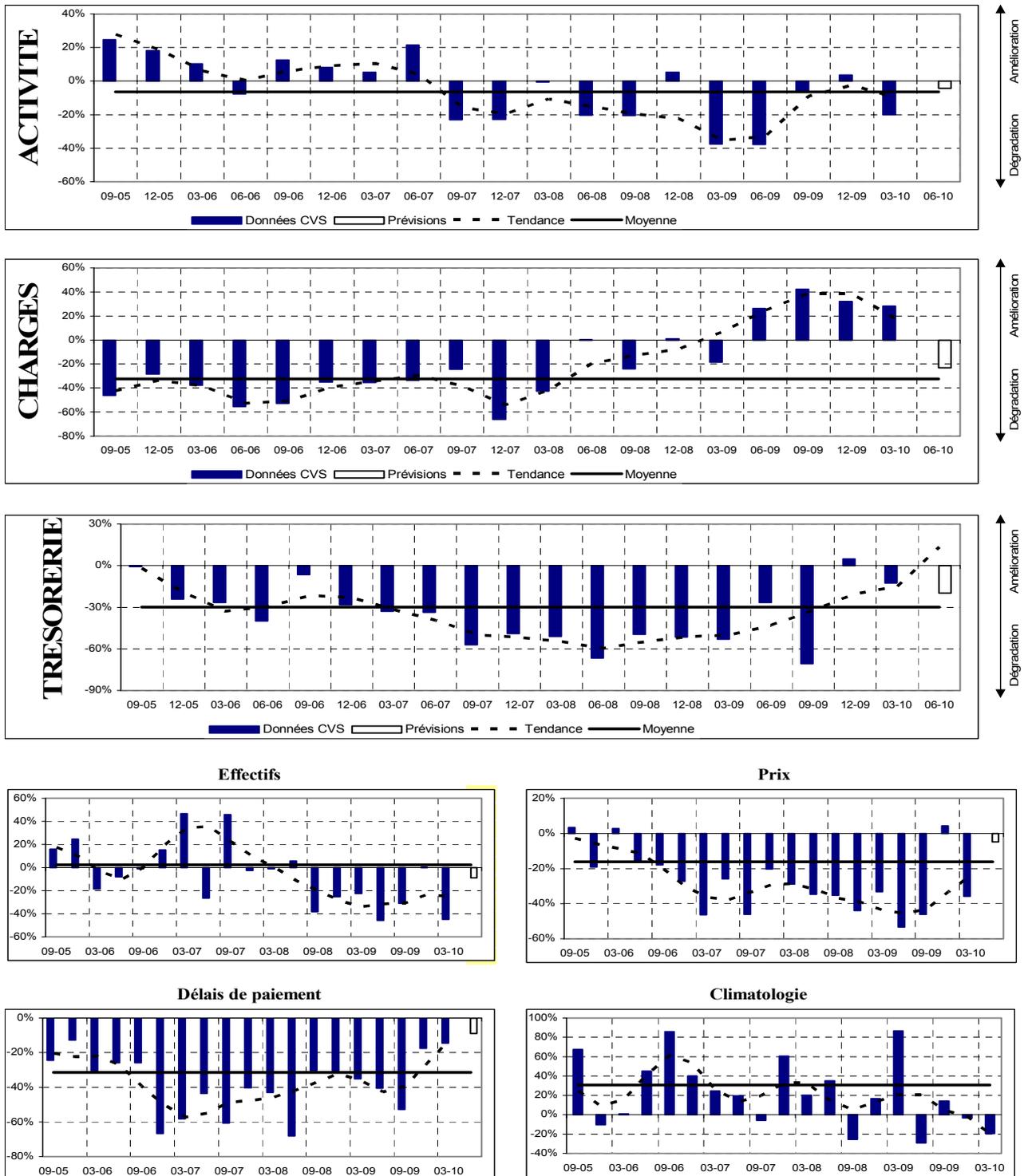
2.7 *Services marchands*

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

2.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « secteur primaire ¹ »

Soldes d'opinion au 31 mars 2010 – CVS²

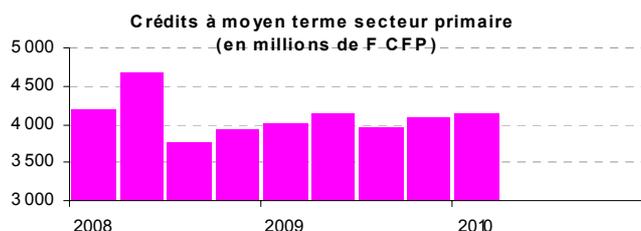
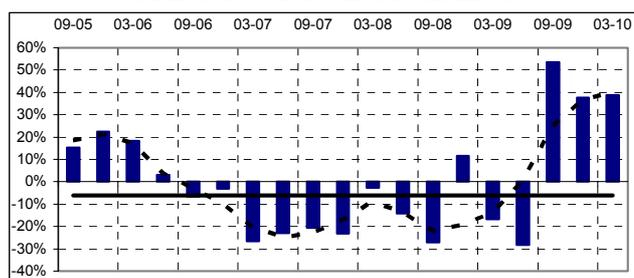


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 25 entreprises du secteur primaire dont 10 ayant répondu.

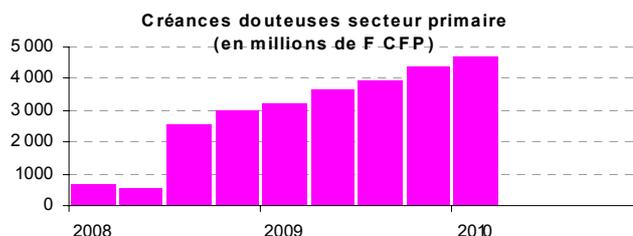
² Eu égard au faible taux de réponse dans ce secteur, les graphiques des soldes d'opinions ne sont présentés qu'à titre indicatif et ne sont pas commentés.

2.1 Secteur primaire

PREVISION D'INVESTISSEMENT



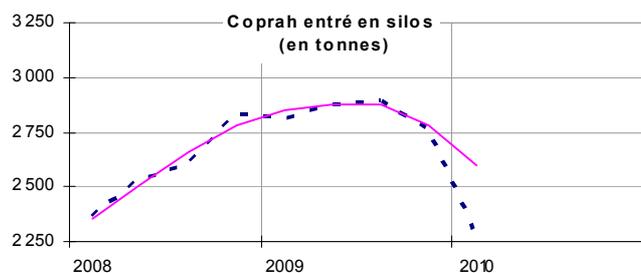
Source : IEOM-Service central des risques



Source : IEOM-Service central des risques

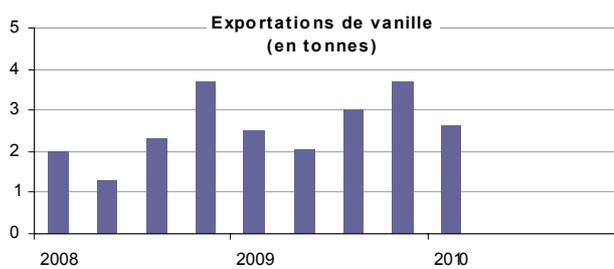
PRODUCTION en tonnes (Source : Caisse de soutien des prix)	T1 09	T4 09	T1 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Coprah	2 386	3 118	1 896	-39,2%	-20,5%
EXPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)	T1 09	T4 09	T1 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annual
Vanille	2,5	3,7	2,6	-28,8%	6,3%
Perles	3,0	7,95	3,62	-54,4%	21,4%
Poissons et crustacés	18,8	319	71	-77,7%	277,7%

2.1.2 Agriculture



Source : ISPF

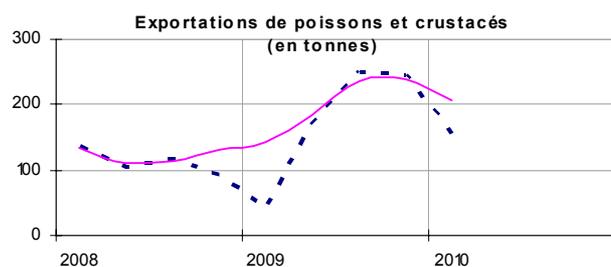
--- cvs — tendance



Source : ISPF

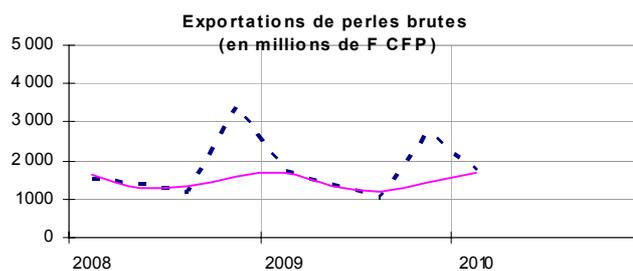
■ série brute

2.1.3 Pêche et perliculture



Source : ISPF

--- cvs — tendance



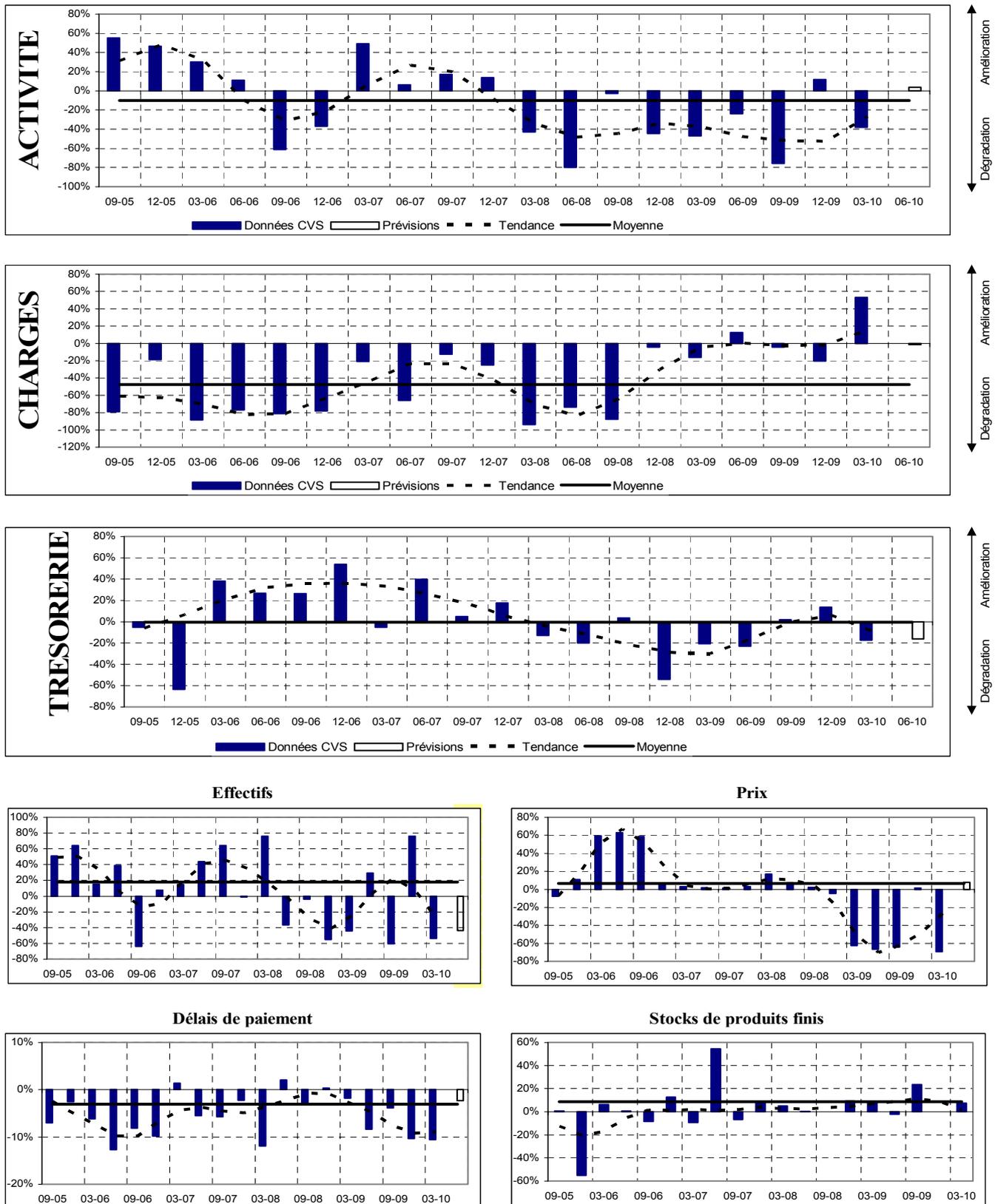
Source : ISPF

--- cvs — tendance

2.2 Industrie agroalimentaire

2.2.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises de l' « industrie agroalimentaire ¹ »

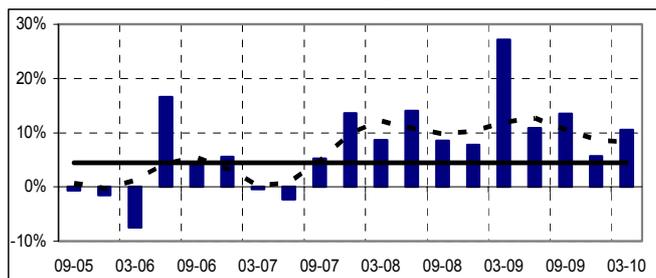
Soldes d'opinion au 31 mars 2010 – CVS



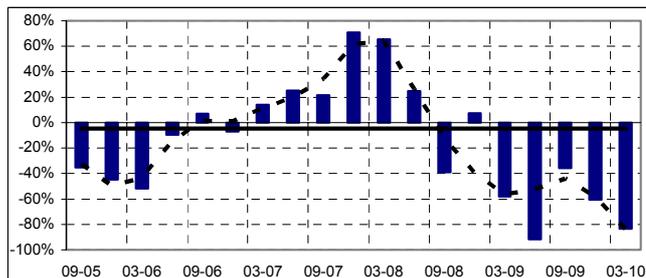
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 9 ayant répondu.

2.2 Industrie agroalimentaire

Stocks de matières premières



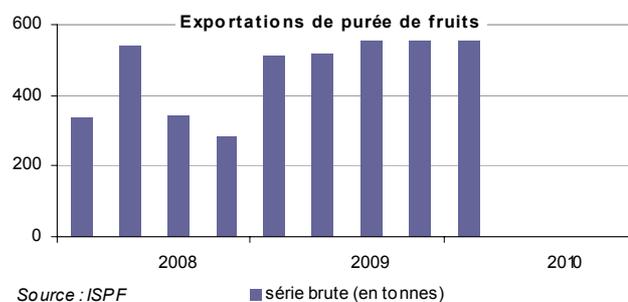
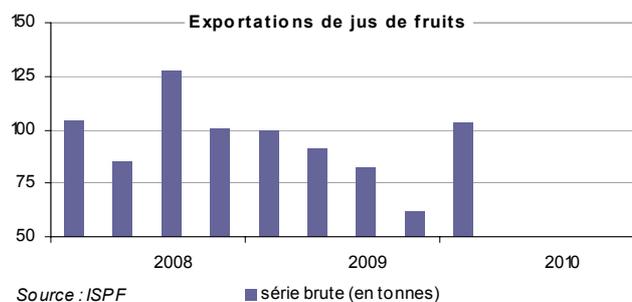
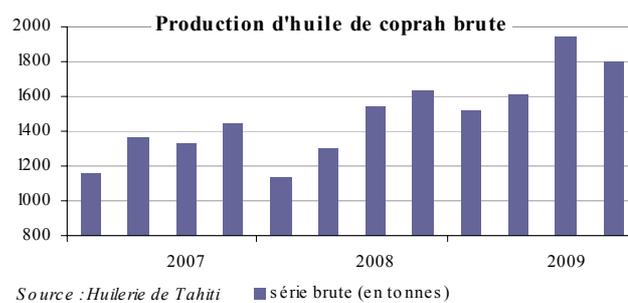
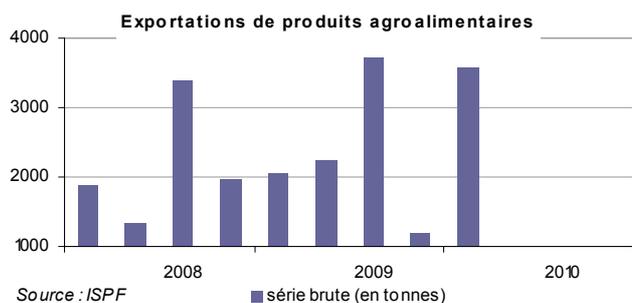
PREVISION D'INVESTISSEMENT



EXPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

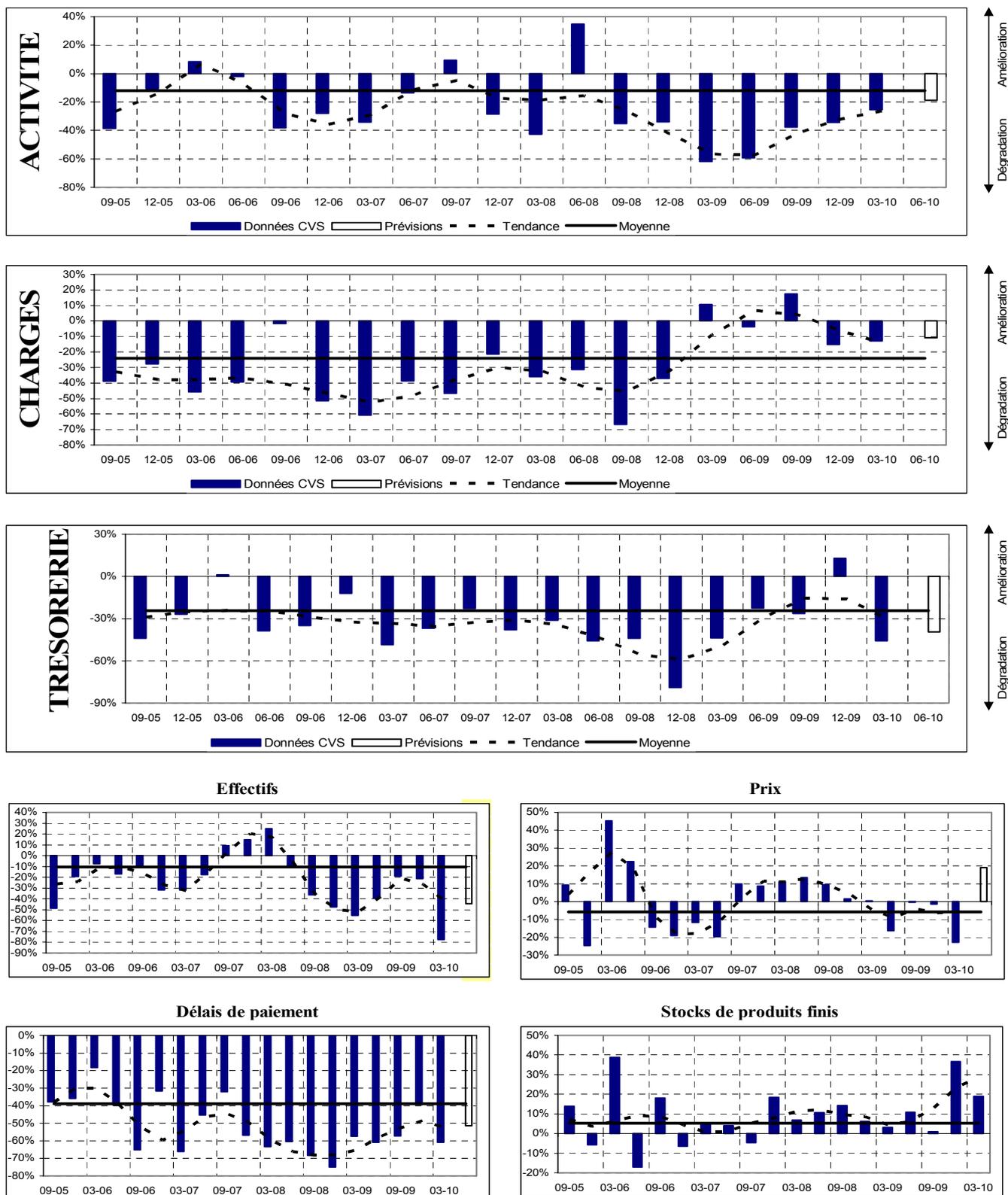
	T1 09	T4 09	T1 10	▲ trimestrielle	▲ en glis st annuel
Produits alimentaires	2 056	1 183	3 571	201,8%	73,7%
Nono (purée et jus)	613	671	683	1,8%	11,4%



2.3 Autres industries

2.3.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises des « autres industries ¹ »

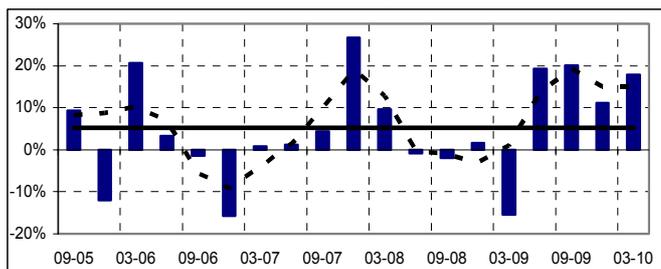
Soldes d'opinion au 31 mars 2010 – CVS



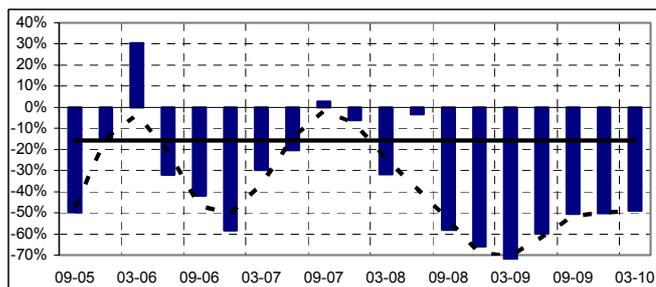
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 18 ayant répondu.

2.3 Autres industries

Stocks de matières premières



PREVISION D'INVESTISSEMENT



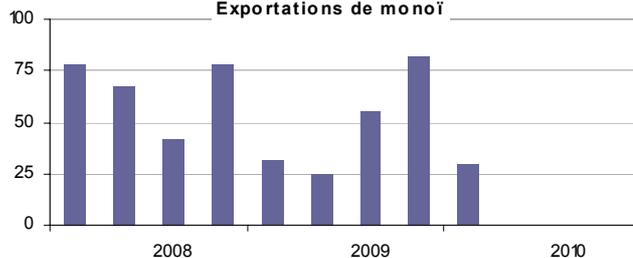
Exportations de savon



Source : ISPF

■ série brute (en tonnes)

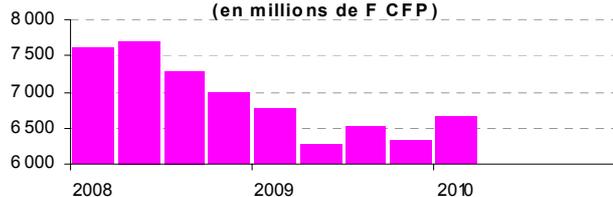
Exportations de monoï



Source : ISPF

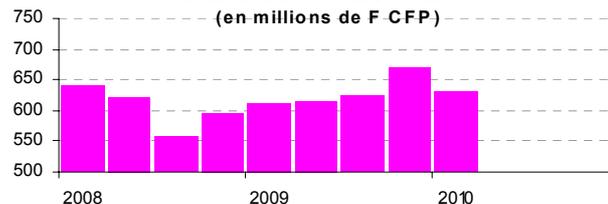
■ série brute (en tonnes)

Crédits à moyen terme industrie
(en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

Créances douteuses industrie
(en millions de F CFP)

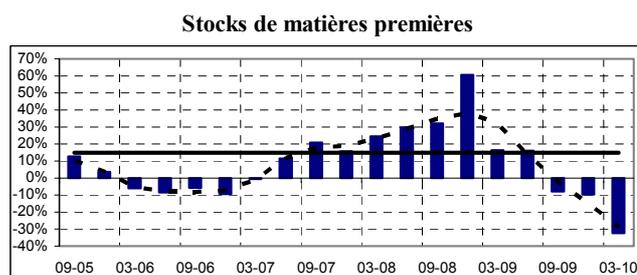
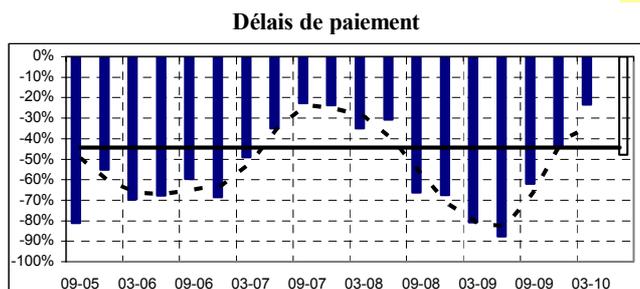
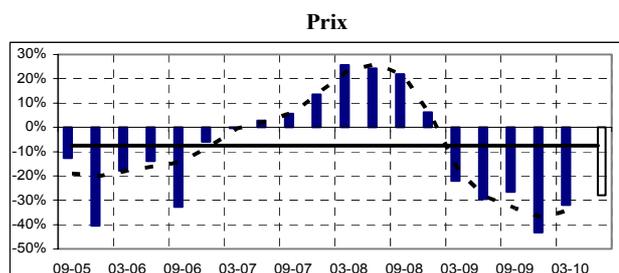
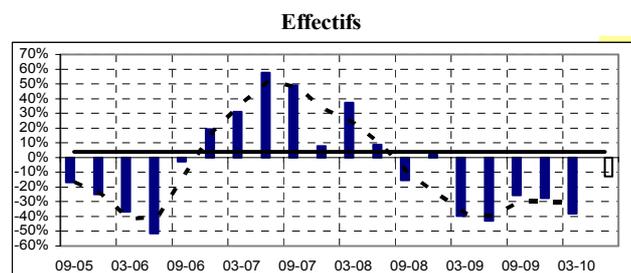
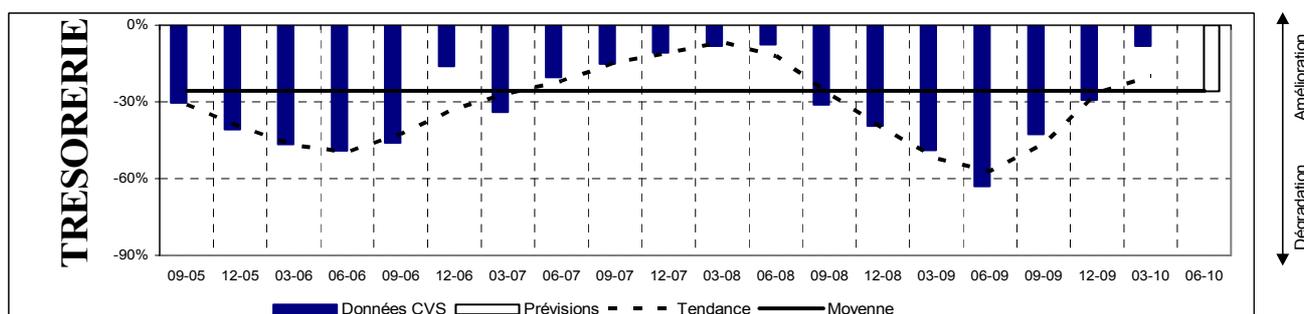
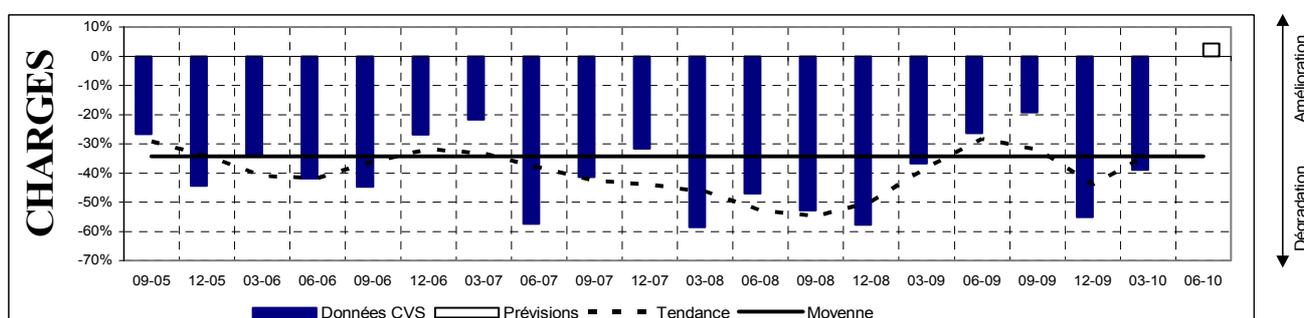
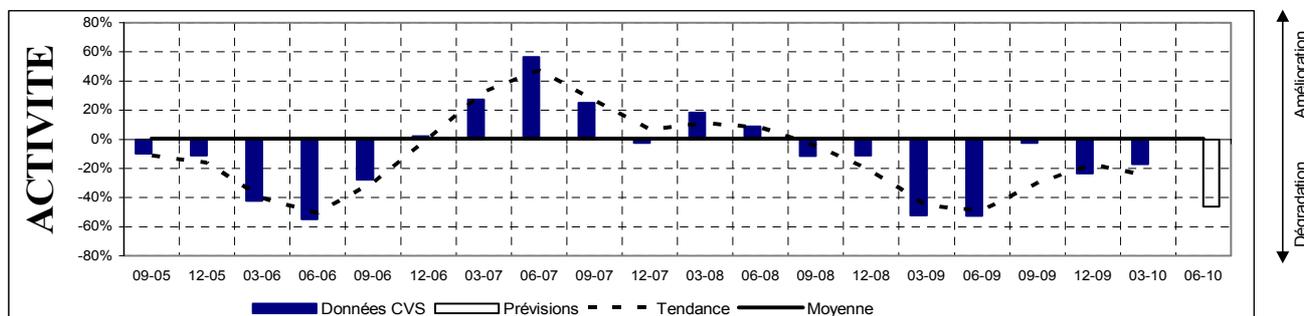


Source : IEOM - Service central des risques

2.4 Bâtiment et travaux publics

2.4.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « bâtiment et travaux publics ¹ »

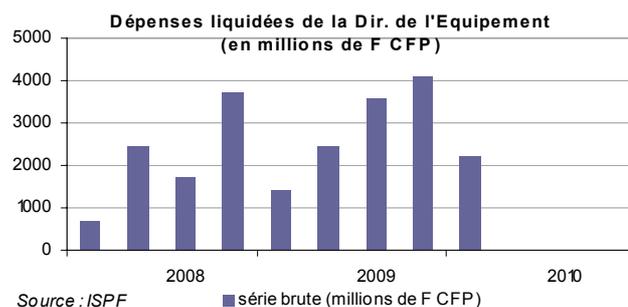
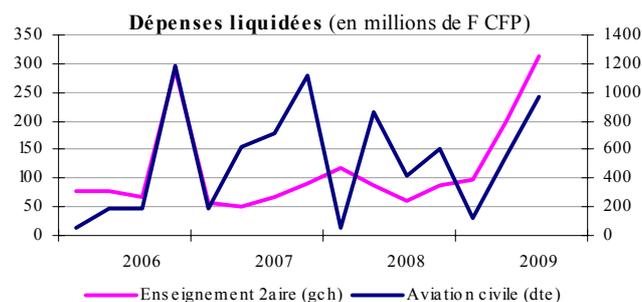
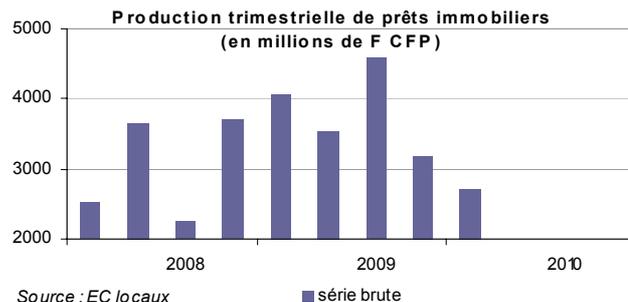
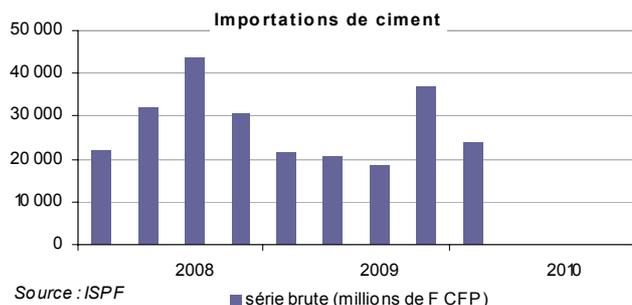
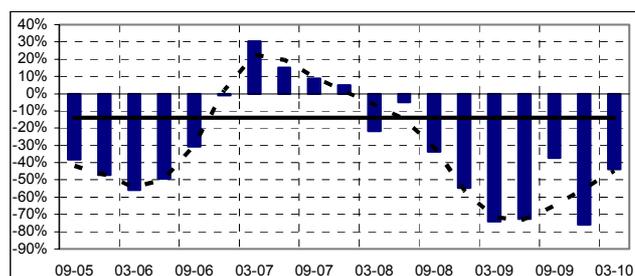
Soldes d'opinion au 31 mars 2010 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 33 entreprises du secteur du BTP dont 20 ayant répondu.

2.4 Bâtiment et travaux publics

PREVISION D'INVESTISSEMENT



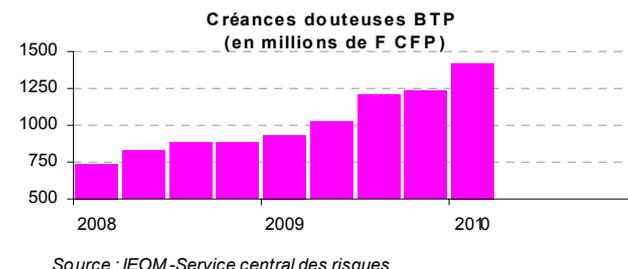
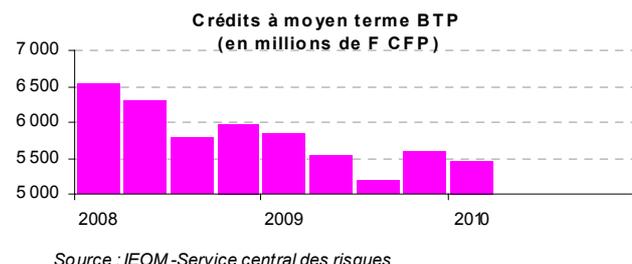
IMPORTATIONS en tonnes

(Source : ISPF)

	T1 09	T4 09	T1 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
Ciment	21 660	36 756	23 750	-35,4%	9,6%

DEPENSES PUBLIQUES en millions de F CFP

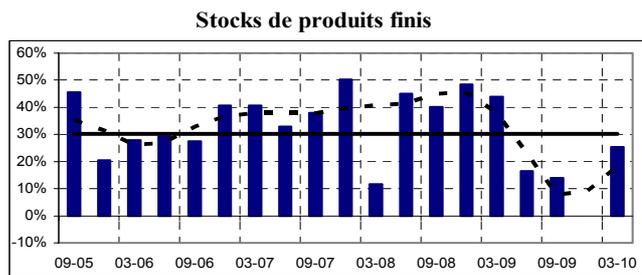
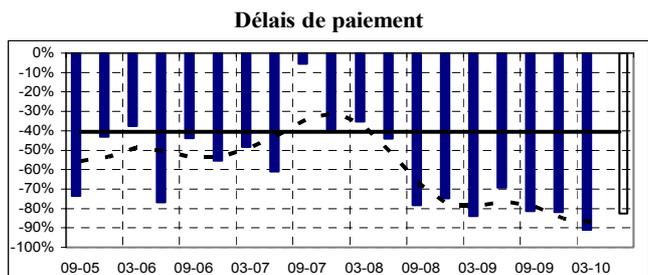
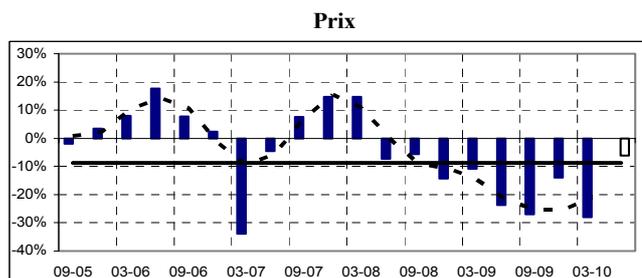
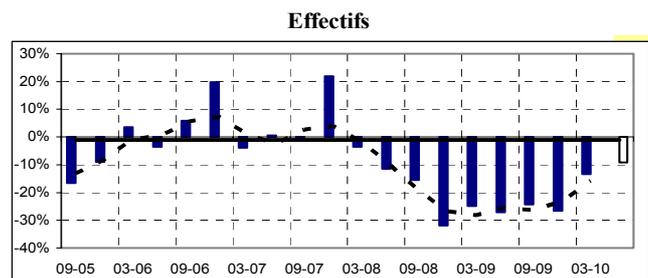
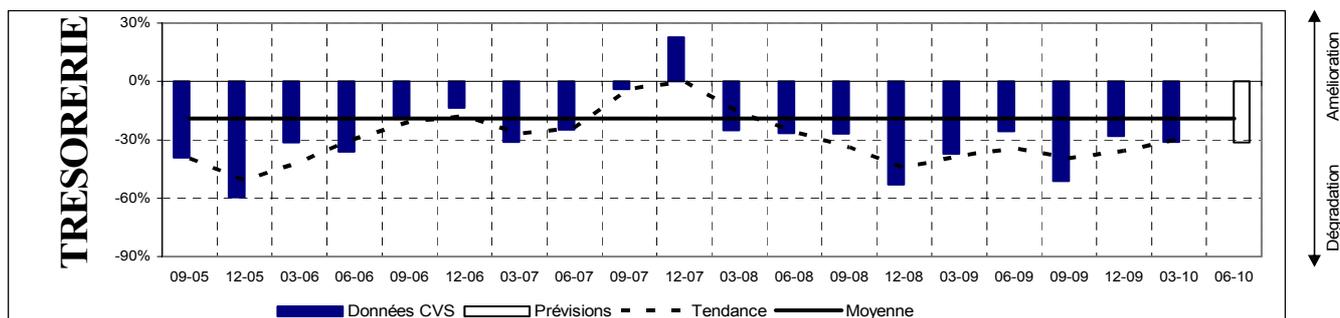
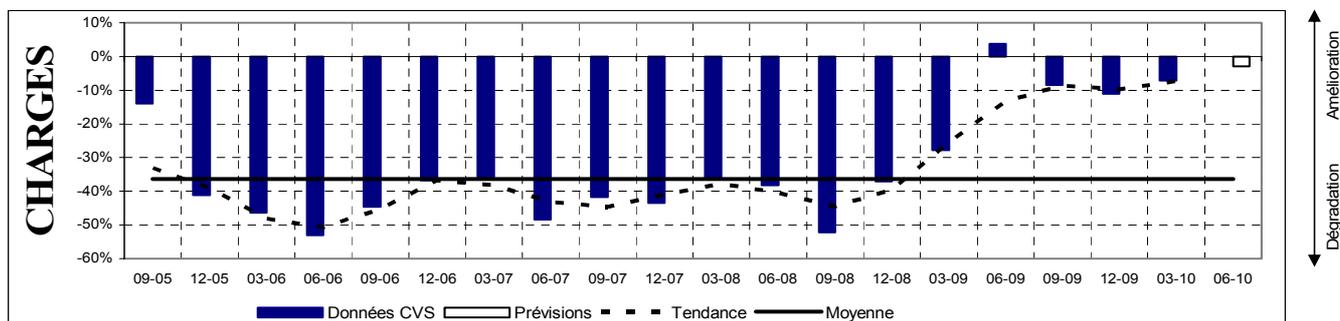
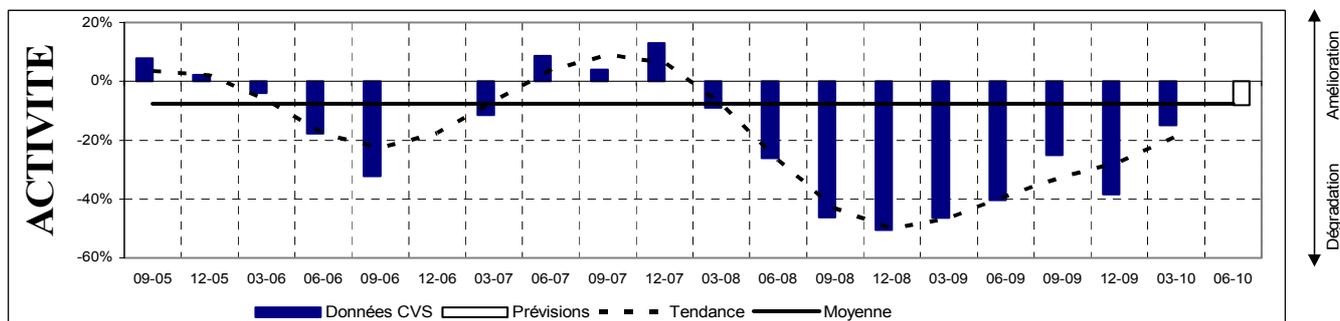
	T1 09	T4 09	T1 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
Dépenses de la Direction de l'équipement	1 398	4 104	2 207	-46,2%	57,9%
Dépenses de l'enseignement	97	252	nd		
Dépenses du Service de l'aviation civile	128	755	228	-69,9%	78,2%



2.5 Commerce

2.5.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du commerce ¹»

Soldes d'opinion au 31 décembre 2009 – CVS

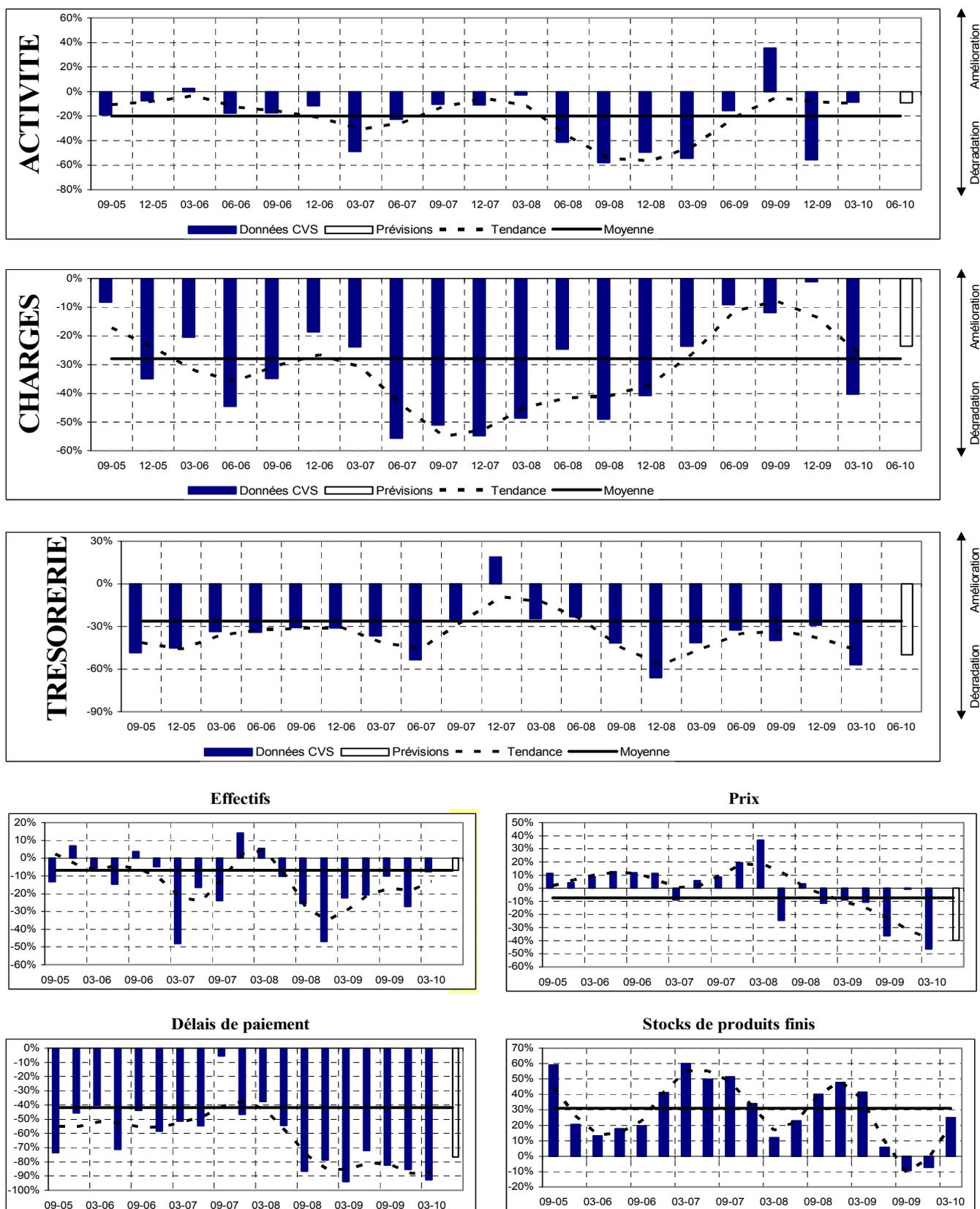


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 56 entreprises du secteur du commerce dont 33 ayant répondu.

2.5 Commerce

2.5.2 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de gros ¹ »

Soldes d'opinion au 31 mars 2010 – CVS

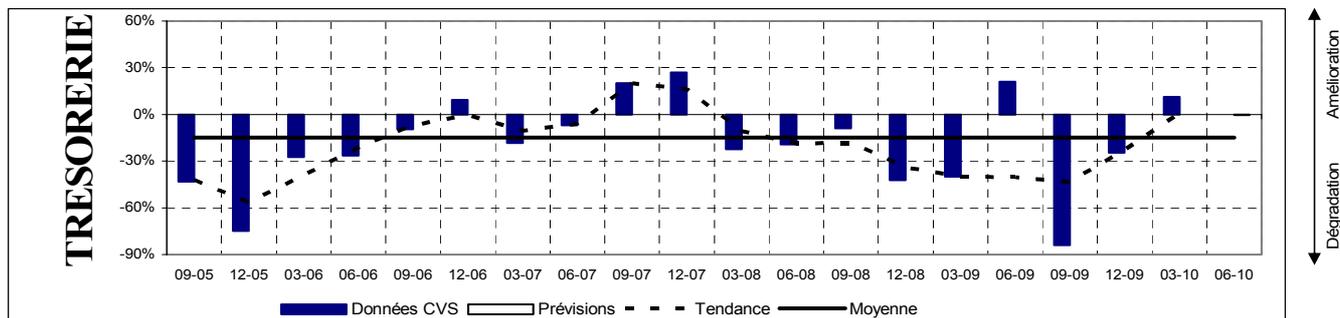
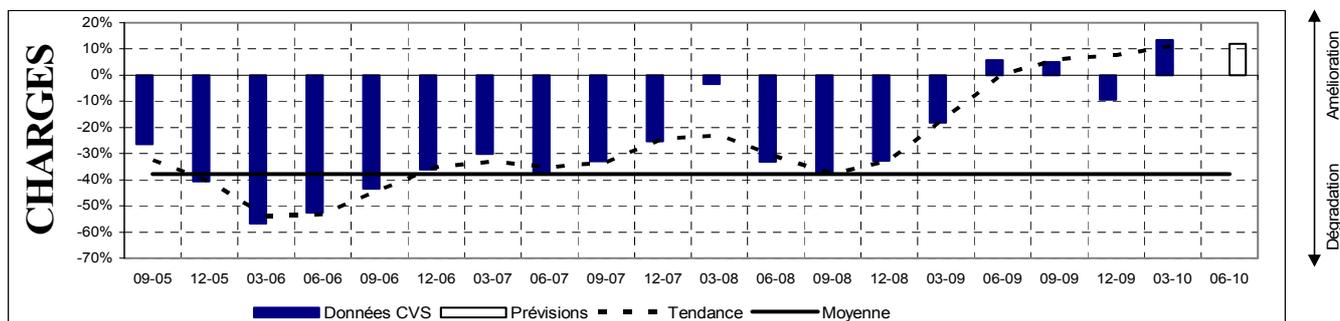
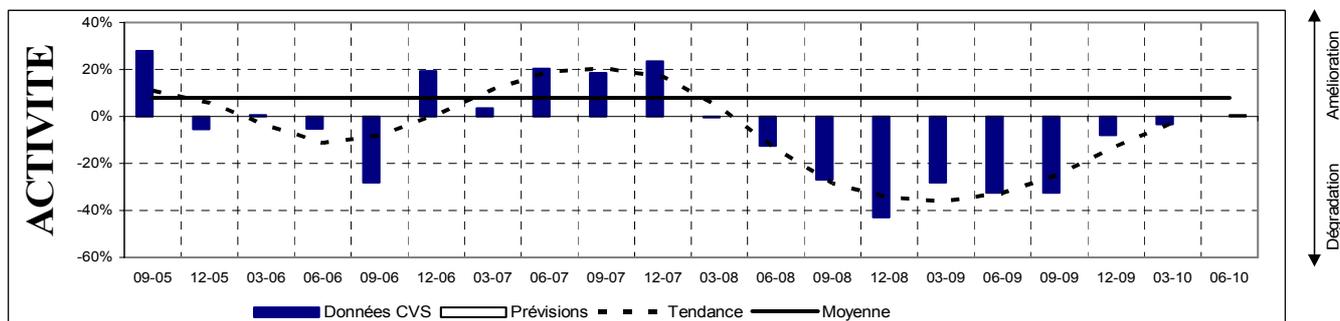


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du secteur du commerce de gros dont 15 ayant répondu.

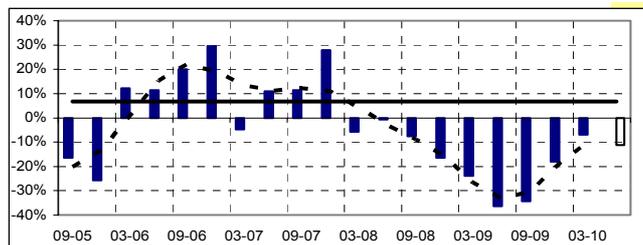
2.5 Commerce

2.5.3 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de détail ¹ »

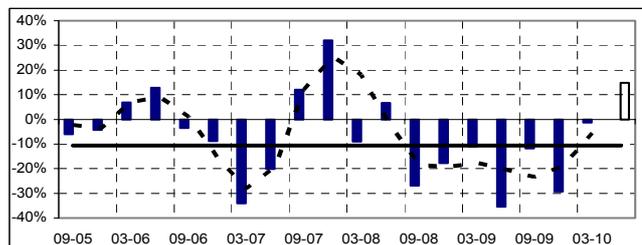
Soldes d'opinion au 31 mars 2010 – CVS



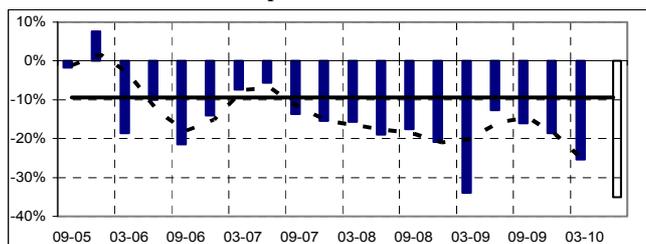
Effectifs



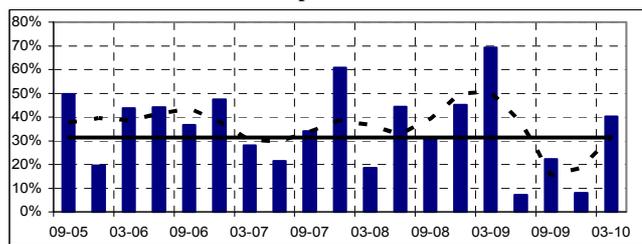
Prix



Délais de paiement fournisseurs



Stocks de produits finis

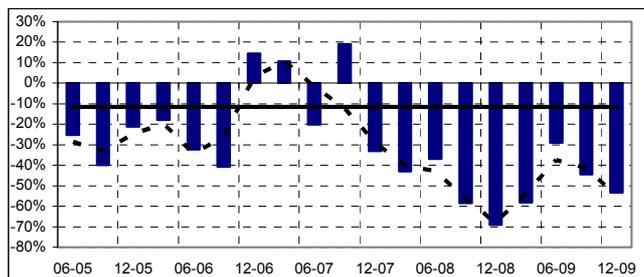


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 35 entreprises du commerce de détail dont 18 ayant répondu.

2.5 Commerce

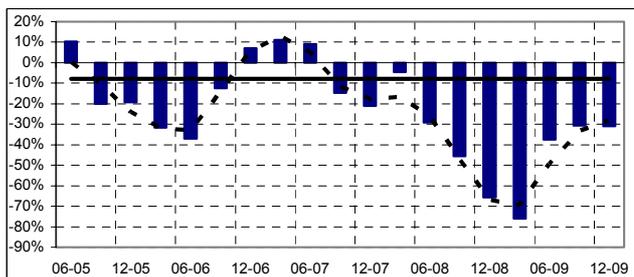
Commerce de gros

PREVISION D'INVESTISSEMENT

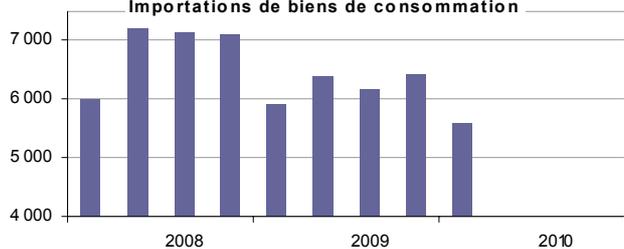


Commerce de détail

PREVISION D'INVESTISSEMENT

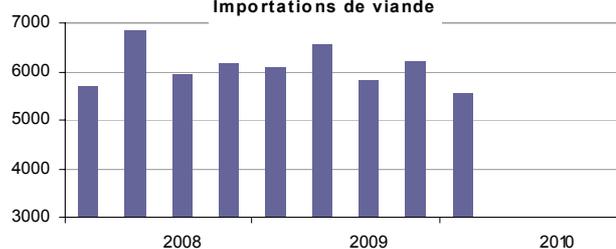


Importations de biens de consommation



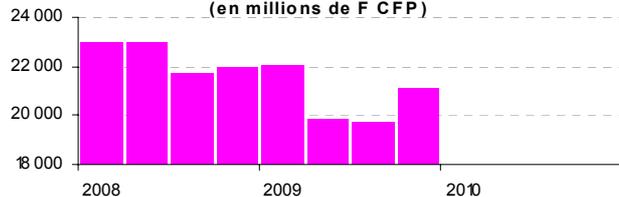
Source : ISPF ■ série brute (en millions de F CFP)

Importations de viande



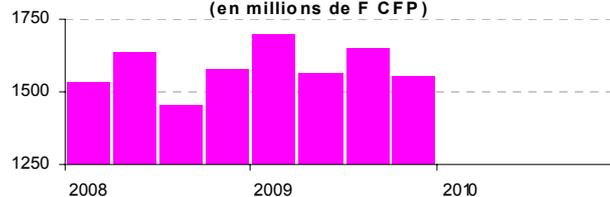
Source : ISPF ■ série brute (en tonnes)

Crédits à moyen terme commerce (en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

Créances douteuses commerce (en millions de F CFP)

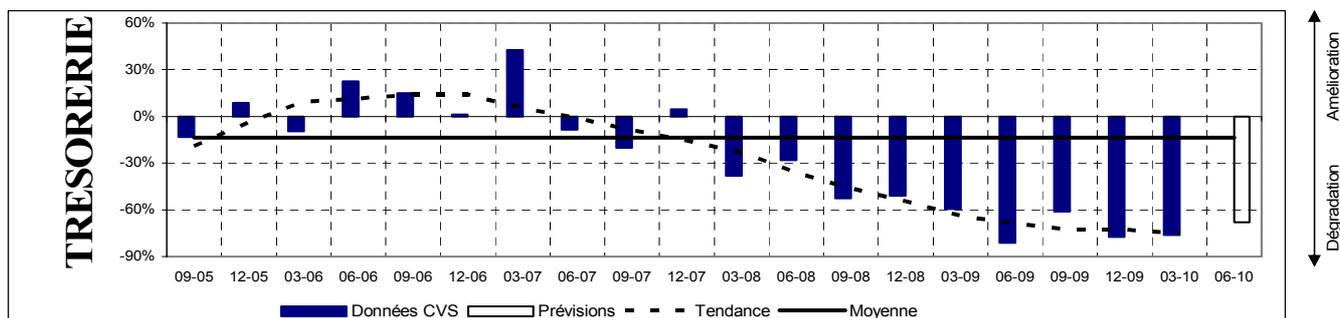
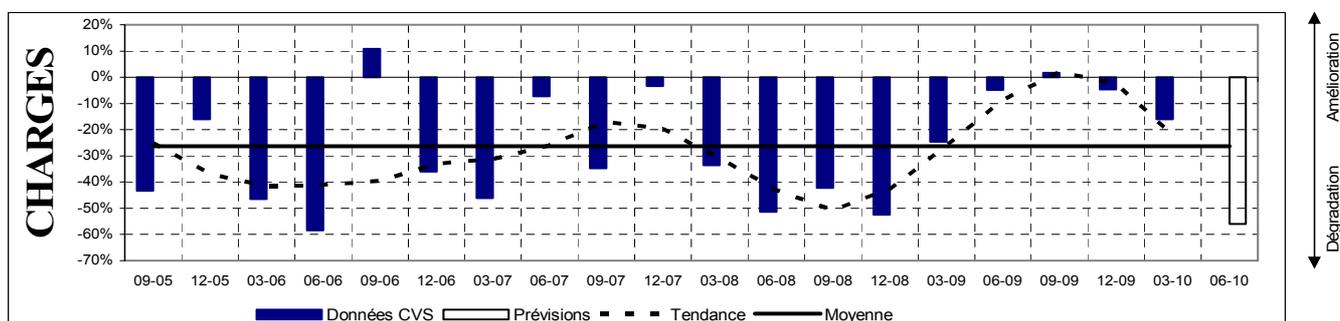
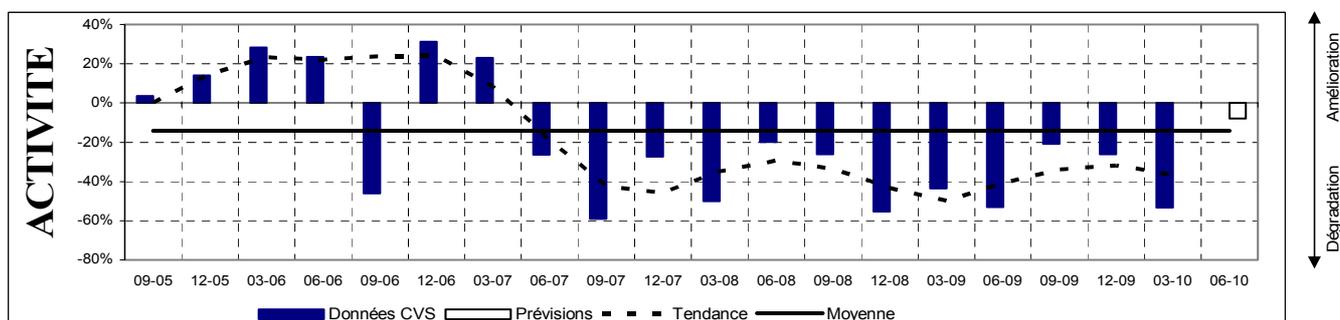


Source : IEOM - Service central des risques

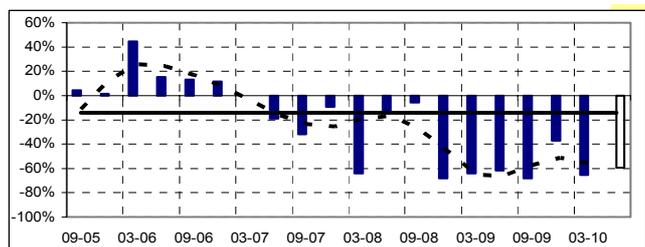
2.6 Hôtellerie - tourisme

2.6.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « hôtellerie et tourisme ¹ »

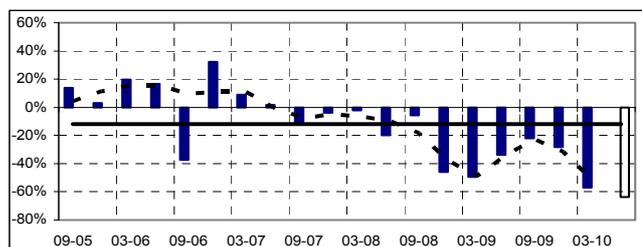
Soldes d'opinion au 31 mars 2010 – CVS



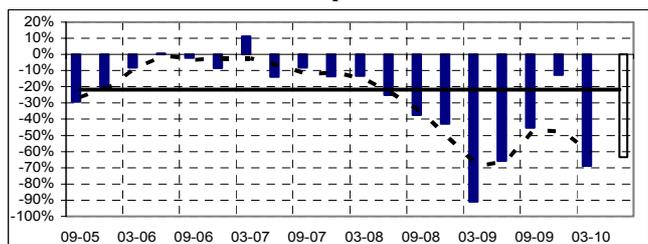
Effectifs



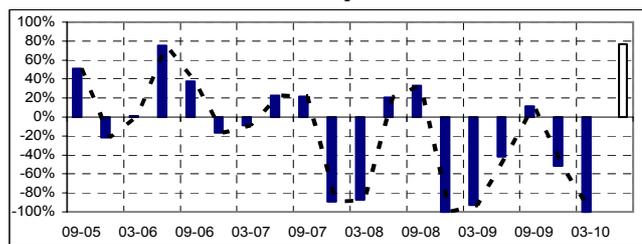
Prix



Délais de paiement



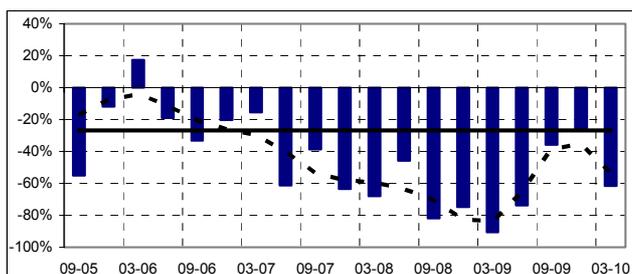
Taux d'occupation



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du tourisme dont 11 ayant répondu.

2.6 Hôtellerie - tourisme

PREVISION D'INVESTISSEMENT



TRAFIC A L'AEROPORT DE TAHITI

(Source : SEAC)

Nombre de passagers

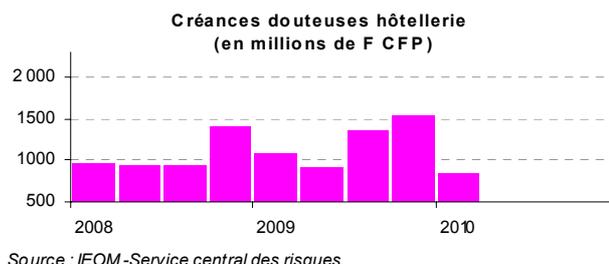
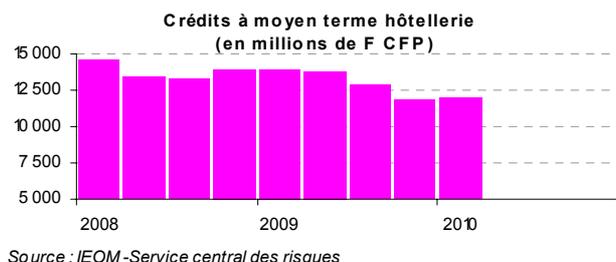
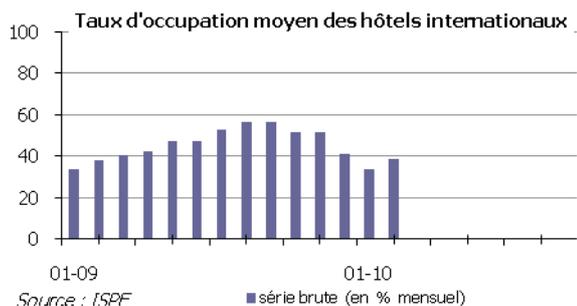
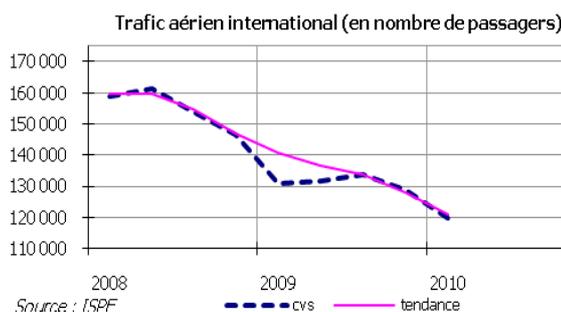
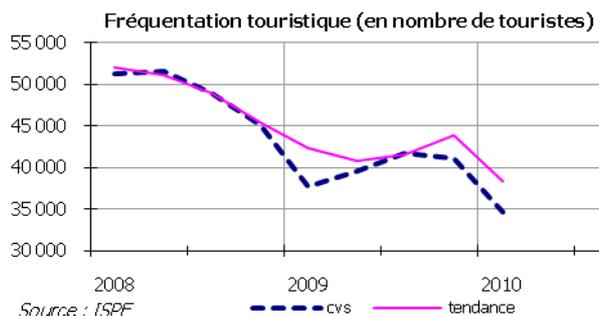
T1 09	T4 09	T1 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
116 538	131 056	105 798	-19,3%	-9,2%

FREQUENTATION TOURISTIQUE

(Source : Ministère du tourisme)

Nombre de touristes

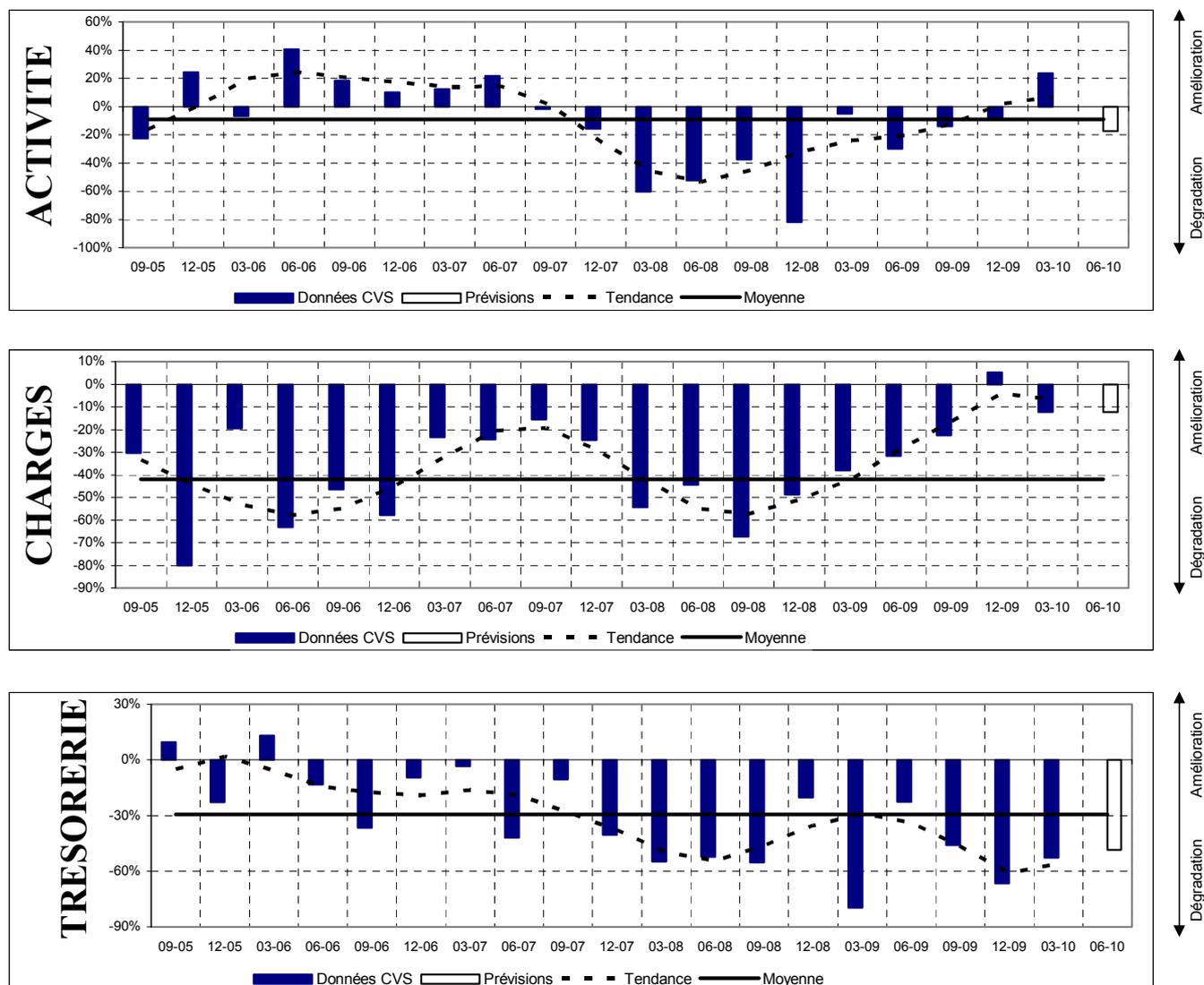
T1 09	T4 09	T1 10	▲ trimestrielle	▲ en glisst annuel
32 786	41 822	29 286	-30,0%	-10,7%



2.7 Services marchands

2.7.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « services marchands ¹ »

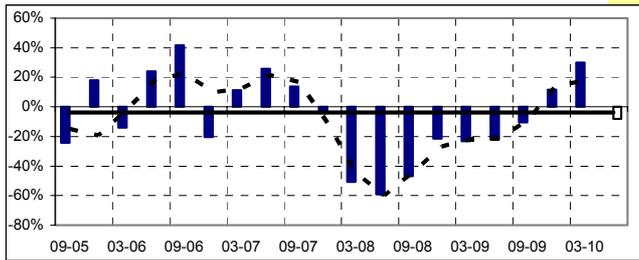
Soldes d'opinion au 31 mars 2010 – CVS



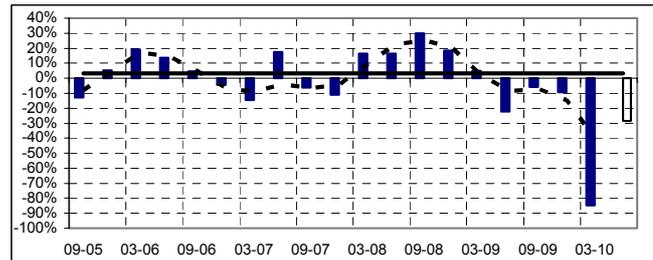
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 47 entreprises du secteur « services marchands » dont 30 ayant répondu.

2.7 Services marchands

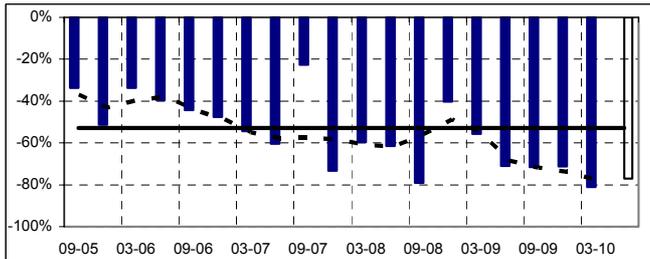
Effectifs



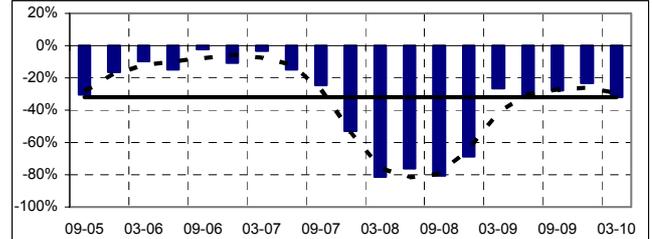
Prix



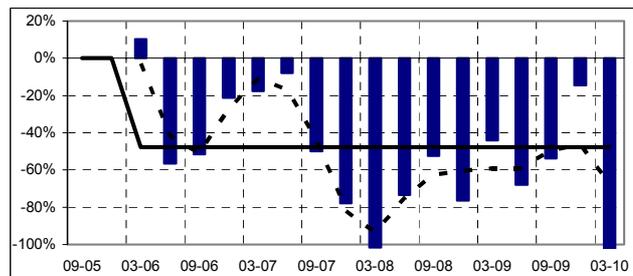
Délais de paiement



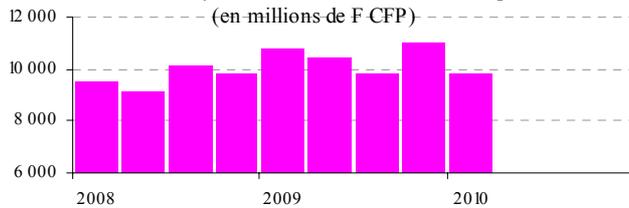
Carnet de commande



PREVISION D'INVESTISSEMENT

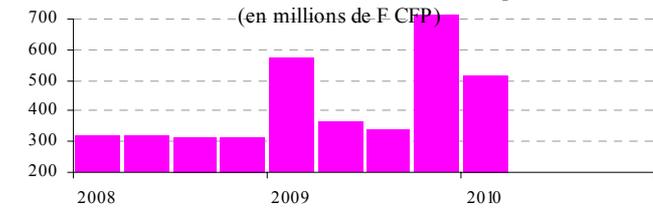


Crédits à moyen terme services aux entreprises
(en millions de F CFP)



Source : IEOM-Service central des risques

Créances douteuses services aux entreprises
(en millions de F CFP)



Source : IEOM-Service central des risques

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achevé d'imprimer le 7 juin 2010
Dépôt légal : 7 juin 2010 - N° ISSN 0296-3108

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03